

# l'ÉCOLE d'hiver

DE L'INSTITUT DU NOUVEAU MONDE

**SPÉCIAL SOMMET**

**25 AU 27 JANVIER 2013**

**UNIVERSITÉ LAVAL, QUÉBEC**

## RAPPORT



INSTITUT DU  
NOUVEAU MONDE

FÉVRIER 2013



## RAPPORT DE L'ÉCOLE D'HIVER – SPÉCIAL SOMMET DE L'INSTITUT DU NOUVEAU MONDE

## REMERCIEMENTS

---

### PRÉPARATION DU RAPPORT

Collecte des contenus : **Léa Champagne** et **Louis-Philippe Lizotte**

Statistiques de participation : **Alexandre Goyer**

Rédaction : **Michel Venne**

Révision linguistique : **Moussa Djigo** (textes et énoncés)

Le présent document rapporte les contenus exprimés par les participants de l'École d'hiver – Spécial Sommet organisée par l'Institut du Nouveau Monde. Nous souhaitons souligner la contribution des personnes et des organisations qui ont rendu possible la tenue de l'événement.

### ÉQUIPE DE L'INM

Direction générale de l'INM : **Michel Venne**

Directeur administratif : **Pascal Grenier**

Chargée de projet de l'École d'hiver – Spécial Sommet : **Léa Champagne**

Responsable de la logistique : **Louis-Philippe Lizotte**

Conseiller en animation créative et innovation sociale : **André Fortin**

Responsable de la mobilisation : **Alexandre Goyer**

Chargée de communication : **Annie Cardinal**

Responsable de l'accueil et de l'administration : **Rajae Nuiji**

Relations de presse : **Roch Bilodeau – Phare Communications**

Appui à l'organisation : **Sarah Champagne, Alexandre Warnet, Olivier Lenoir, Miriam Fahmy, Malorie Flon, Julie Caron-Malenfant, Nicolas Zorn, Sophie Gélinas, Aude Leroux-Lévesque, Khoudia Ndaye et Benjamin Cerantola**

### ANIMATION

**Alexandre Warnet, André Fortin, Barbara Poirier, Djamilla Oussmane, Élie Belley Pelletier, Élise Anne Cabirol, Élise Demers, Félix Joyal-Lacerte, François Talbot, Jean-François Tapp, Jean-Sébastien Plourde, Marc Meilleur, Marc Pronovost, Miriam Fahmy, Nicolas Zorn, Olivier Lenoir et Philippe Dufort.**

Et un merci tout spécial à nos bénévoles!

### INVITÉS

Consultez l'annexe 1 pour la liste complète des invité(e)s

### ORGANISATIONS PARTENAIRES

Nous avons pu bénéficier d'une collaboration exemplaire pour l'organisation des activités, et nous voulons les en remercier.



- Conseil supérieur de l'éducation
- Les 21 forums jeunesse régionaux du Québec

## TABLE DES MATIÈRES

### REMERCIEMENTS

1. INTRODUCTION .....	1
La formule retenue.....	1
Le déroulement .....	2
1. S’informer et débattre .....	2
2. Le parcours Imaginons l’enseignement supérieur de demain .....	3
Les participants .....	4
L’équipe et les partenaires.....	4
La rédaction du rapport .....	5
2. SYNTHÈSE.....	6
3. LES ÉNONCÉS THÉMATIQUES.....	11
3.1. La qualité de l’enseignement supérieur .....	11
3.2. L’accessibilité et la participation aux études supérieures .....	12
3.3. La gouvernance et le financement des universités.....	13
3.4. La contribution des établissements et de la recherche au développement de l’ensemble du Québec.....	14
4. LES TEXTES INSPIRANTS .....	15
Les huit textes lus en assemblée de clôture .....	16
1. L’ère des carrés est révolue! .....	16
2. Baie-Comeau, 27 janvier 2033.....	17
3. S’élever ensemble pour le Québec de demain.....	18
4. Lettre à l’enfant d’aujourd’hui .....	19
5. Le savoir en héritage.....	20
6. Chers grands-parents.....	21
7. S’engager.....	22
8. L’importance d’un système d’éducation cohérent pour la société québécoise .....	23
Les 29 autres textes rédigés par les participants .....	24
9. Les Collèges et les Universités : pour un enrichissement collectif, par un développement humaniste.....	24
10. Favoriser la participation citoyenne des membres de la communauté collégiale et universitaire à travers le développement de l’esprit critique et de la réflexion académique.....	25
11. Lettre à M. Duchesne.....	26
12. Nous rêvons.....	27
13. Droit universel à l’éducation .....	28
14. L’éducation, levier social pour une saine démocratie. ....	29
15. Système de Remboursement Proportionnel au Revenu (RPR) .....	30
16. L’accessibilité universelle aux études .....	31

17. Une réflexion de longue durée s'impose .....	32
18. Égalité ou Justice ? .....	33
19. L'éducation : la priorité .....	34
20. Proposition pour une meilleure éducation .....	35
21. Vers une vision concertée de l'éducation .....	36
22. Briser le vase clos.....	37
23. Pour un système d'éducation supérieure plus efficace .....	38
24. Charte des Régions .....	39
25. Fausse conception du RPR qui favoriserait l'accessibilité aux études supérieures .....	40
26. L'encadrement d'universités autonomes.....	41
27. L'éducation, valeur fondamentale.....	42
28. La Charte nationale de l'éducation, catalyseur de gouvernance .....	43
29. L'éducation pour tous, sans barrière! .....	44
30. Gratuité scolaire et éducation pour tous .....	45
31. Une nouvelle commission Parent .....	46
32. Garder les frais de scolarité en vigueur .....	47
33. Le Conseil de Sainte-Culture de la Pensée Critique .....	48
34. L'Université de demain vous parle! .....	49
35. Des droits gagnés.....	50
36. L'affirmation de l'univers citoyen .....	51
37. L'éducation de demain, un concept à réfléchir aujourd'hui .....	52
ANNEXE 1- LISTE DES INVITÉ(E)S.....	53
ANNEXE 2 – STATISTIQUES DE PARTICIPATION .....	56

## **1. INTRODUCTION**

---

Ce rapport présente les résultats de l'École d'hiver – Spécial Sommet, réservée aux jeunes de 15 à 35 ans et organisée les 25, 26 et 27 janvier 2013 par l'Institut du Nouveau Monde, en collaboration avec la Table de concertation des Forums jeunesse régionaux du Québec (TCFJRQ) et les forums jeunesse régionaux du Québec. Cet événement a été organisé à la demande du ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie du gouvernement du Québec, dans le cadre de la démarche préparatoire menant au Sommet sur l'enseignement supérieur, prévu les 25 et 26 février 2013 à Montréal.

L'École d'hiver – Spécial Sommet a été organisée de manière indépendante par l'INM, suivant le modèle de son École d'été qui réunit, chaque année depuis 2004, quelque 500 jeunes de partout au Québec et de l'étranger. L'École d'été de l'INM est devenue la plus importante activité jeunesse au Québec. Cependant, l'École d'hiver – Spécial Sommet fait partie intégrante de la démarche préparatoire au Sommet.

Le rapport est remis au ministre pour considération en vue du Sommet, puis il est rendu public.

L'École d'hiver – Spécial Sommet était l'une des cinq activités citoyennes organisées par l'INM dans le cadre de la phase préparatoire au Sommet de l'enseignement supérieur. L'INM a aussi organisé quatre forums citoyens dans quatre villes du Québec (Rouyn-Noranda, Saguenay, Gatineau et Montréal) entre le 12 janvier et le 2 février. Ces quatre forums font l'objet d'un rapport spécifique.

Ces animations citoyennes viennent compléter la démarche préparatoire au Sommet, qui comporte également la tenue de quatre rencontres thématiques réunissant les partenaires du Sommet, soit les principales organisations œuvrant au sein du milieu de l'enseignement supérieur, ainsi que des représentants de la société civile, sur invitation du ministre. Le ministère a également mis à la disposition du public un espace web dans lequel les citoyens pouvaient exprimer leurs points de vue et déposer des documents accessibles à tous.

### **La formule retenue**

La formule retenue est celle qui a fait ses preuves à l'Institut du Nouveau Monde depuis 2004, soit celle de l'École d'été, une activité qui permet à des jeunes de se réunir, de s'informer, de débattre, puis de proposer leur vision de la société et du monde dans lesquels ils veulent vivre. Habituellement, l'École d'été porte sur une multitude d'enjeux d'actualité. Elle s'étale sur quatre jours et, à travers une centaine d'activités, les jeunes peuvent y rencontrer des personnalités inspirantes et s'informer sur ces enjeux; en travaillant ensemble en équipes, ils peuvent exprimer des visions d'avenir, formuler des propositions, des projets, des déclarations.

Dans le cas de l'École d'hiver – Spécial Sommet, les seuls thèmes abordés sont ceux du Sommet sur l'enseignement supérieur, soit la qualité de l'enseignement supérieur, l'accessibilité et la participation aux études supérieures, la gouvernance et le financement des universités, ainsi que la contribution des établissements et de la recherche au développement de l'ensemble du Québec.

Il faut prendre en compte les limites d'un tel exercice. Les participants ont eu à peine quelques heures pour délibérer ensemble sur les enjeux complexes qui leur ont été soumis. Chacun a certes exprimé son point de vue et cherché à convaincre ses collègues d'y adhérer. Mais pour en arriver à la construction de positions communes plus détaillées, il aurait fallu étaler la délibération sur une plus longue durée. On verra donc dans le présent rapport un portrait d'une certaine diversité de points de vue exprimés par les jeunes. Ces points de vue sont parfois contradictoires, ce qui n'est pas un problème en soi. Dans leurs propositions, les jeunes suggèrent que le débat se poursuive au-delà du Sommet.

## **Le déroulement**

### ***1. S'informer et débattre***

Dans un premier temps, les participants ont pu s'informer sur les quatre thèmes du Sommet.

La soirée d'ouverture, le vendredi 25 janvier a permis de mettre la table pour les débats des deux jours suivants. Le recteur de l'Université Laval Denis Brière a prononcé une allocution de bienvenue. Le député de Laval-des-Rapides et adjoint parlementaire de la première ministre pour les dossiers jeunesse, Léo Bureau-Blouin, a présenté le cadre du Sommet. La présidente de la Table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec, Élise-Ariane Cabirol, a situé la démarche du point de vue de la jeunesse québécoise. Le directeur général de l'Institut du Nouveau Monde a présenté le déroulement de l'École d'hiver tout en l'intégrant dans le cadre de la démarche du Sommet. Une vidéo présentant une synthèse des points de vue de 17 personnalités associées au milieu de l'enseignement supérieur a été présentée. Puis deux conférenciers sont venus lancer les débats : Guy Rocher, sociologue, professeur à l'Université de Montréal et membre de la Commission Parent ; et Jean-Marie Toulouse, professeur émérite et ancien directeur de HEC Montréal.

Le samedi matin, les participants ont poursuivi la conversation au petit déjeuner engagé en compagnie d'une vingtaine de personnalités provenant du milieu universitaire, du milieu politique et de la société civile. Ils avaient ensuite le choix entre 10 **tables rondes**, auxquelles ont contribué une trentaine de conférenciers d'horizons divers, qui portaient sur les sujets suivants :

- Qu'est-ce qu'une formation universitaire de qualité en 2013 ?
- Comment les universités sont-elles financées?
- Accessibilité et participation aux études supérieures: Pourquoi et pour qui ?
- Accessibilité et participation aux études supérieures : comment ?
- Quelle doit être la contribution des étudiants au financement de leur formation universitaire?
- Entre le collège et l'université : Comment améliorer l'arrimage ?
- Les établissements et la recherche : quelle contribution significative des universités pour relever les défis d'aujourd'hui et de demain ?
- Former les e-citoyens de demain : éducation, technologie et citoyenneté
- La gouvernance et l'enseignement supérieur: Qui doit décider?
- Droit de grève ou boycott ? Faut-il encadrer la démocratie étudiante ?



Consultez l'annexe 1 pour prendre connaissance de la liste complète des conférenciers(ières) invité(e)s. Pour la programmation complète, voir le cahier du participant disponible sur notre site web.

## **2. Le parcours Imaginons l'enseignement supérieur de demain**

Dans l'après-midi du samedi et la matinée du dimanche, les participants se sont divisés en groupes pour débattre et formuler leurs points de vue sur l'enseignement supérieur de demain.

Comment sera l'enseignement supérieur en 2020, en 2030 ? Aurons-nous développé un nouveau modèle avec des critères de qualité bien définis ? Les institutions d'enseignement seront-elles plus accessibles, et si oui comment ? De quelle manière seront gérées et financées les universités ? Quelle sera la contribution des établissements et de la recherche au développement du Québec ?

Les parcours, avec leur formule délibérative, misent sur la créativité et le travail collectif. Ils visent d'abord à donner des réponses sur les enjeux, au nombre de trois ou quatre, soulevés pour chaque thématique. Puis, ils permettent de formuler une vision d'avenir de l'enseignement supérieur au Québec en intégrant une diversité d'enjeux et de perspectives en fonction des échanges et du niveau de consensus présents au sein des groupes de travail.

### **1<sup>ère</sup> étape : Réflexions et énoncés sur la thématique**

Dans un premier temps, les participants, en groupe d'environ 100, échangent sur les enjeux, au nombre de trois ou quatre par thème afin d'approfondir leur compréhension de ceux-ci et d'engager la discussion avec l'ensemble du groupe.

Chaque groupe se subdivise ensuite en ateliers de 15 à 30 participants, chaque atelier abordant un enjeu particulier. Ces enjeux sont présentés sous forme de questions. Les participants y discutent, débattent et échangent sur les diverses perspectives et formulent deux énoncés/réponses sur l'enjeu. Enfin, ces énoncés sont présentés à l'ensemble du groupe du parcours thématique pour échange et validation

Résultats pour l'ensemble des parcours : 29 énoncés

### **2<sup>e</sup> étape : Rédaction d'un texte : Imaginer l'enseignement supérieur de demain**

Le dimanche matin, les participants sont divisés de nouveau en quatre groupes d'une centaine de participants mais en mélangeant les participants des parcours thématiques de la veille. C'est dire que dans chaque groupe se retrouvent des gens qui, la veille, ont travaillé sur l'ensemble des thèmes et des enjeux. Ces quatre groupes sont à nouveau subdivisés en équipes d'une dizaine de participants. Chaque équipe dispose de deux heures pour rédiger un court « texte inspirant » de 20 à 25 lignes évoquant leur vision de l'avenir de l'enseignement supérieur au Québec, en se basant sur les énoncés formulés le samedi et sur leurs propres réflexions.

Après une présentation dynamique des textes à l'ensemble du groupe (100 personnes), les participants votent à main levée pour choisir les deux textes jugés les plus inspirants parmi la dizaine de textes produits dans leur groupe.

Au total, **37 textes ont été produits.**

Les huit textes choisis (deux par groupe) sont ensuite présentés devant l'ensemble des participants lors de l'Assemblée citoyenne, soit l'assemblée de clôture de l'École d'hiver.

Une équipe de jeunes participants qui s'est consacré à la couverture journalistique du Sommet est venue par la suite présenter une synthèse de ses observations faites, tout au long de l'École d'hiver, via twitter, la réalisation d'un vox-pop et leur collection de photographies. Le magazine de l'École d'hiver (eemedia.inm.qc.ca) rassemble par ailleurs sur le web les articles rédigés tout au long de la fin de semaine par ces journalistes en herbe.

Deux grands témoins, la présidente de la Table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec (TCFJRQ), Élise-Ariane Cabirol, et l'ancienne sous-ministre adjointe à l'Enseignement supérieur, Hélène Tremblay, ont ensuite proposé à l'Assemblée une synthèse des propos entendus lors de l'École d'hiver.

Le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie, Pierre Duchesne, a clos l'événement par un discours.

La séance d'ouverture et l'Assemblée citoyenne ont été diffusées en direct et sont disponibles sur le site web de l'INM.

### **Les participants**

Les participants à l'École d'hiver – Spécial Sommet se sont inscrits volontairement, sans invitation particulière ni sélection des inscrits. La publicité autour des quatre forums a été faite par l'entremise du site web du Sommet sur l'enseignement supérieur, à travers une campagne de relations de presse, de publicités publiées dans les médias nationaux un peu avant la tenue de l'événement, à travers les médias sociaux, par l'infolettre et sur le site web de l'INM, ainsi qu'à travers les réseaux d'un ensemble d'organisations régionales et locales.

Les TCFJRQ et les forums jeunesse régionaux ont agi comme partenaires privilégiés de l'École d'hiver et ont constitué des délégations de jeunes provenant des quatre coins du Québec. Une aide financière était disponible pour couvrir les coûts de transport et d'hébergement des jeunes délégués des forums jeunesse.

Au total, quelque 400 personnes ont participé à l'événement, en incluant les participants, les bénévoles et les conférenciers. Environ le tiers des participants étaient sur le marché du travail, et les autres étaient étudiants : 43 % au niveau universitaire, 17 % au niveau collégial ; 20 % étaient âgés de moins de 20 ans, 38 % entre 20 et 24 ans, 24 % entre 25 et 29 ans et 18 % entre 30 et 34 ans. Nous avons presque la parité hommes-femmes (51 % - 49 %) et 9 % des participants étaient issus de l'immigration de première génération. Les statistiques détaillées se trouvent à l'annexe 2.

### **L'équipe et les partenaires**

L'École d'hiver – Spécial Sommet a été organisée avec le concours des professionnels de l'Institut du Nouveau Monde, sous la coordination de Louis-Philippe Lizotte. Léa Champagne a

pris en charge la coordination de la programmation, de l'animation et des relations avec les partenaires. La production de la vidéo d'ouverture a été assurée par Sarah Champagne et Isabelle Lemaire. Alexandre Goyer était responsable de la mobilisation des réseaux et des inscriptions. Roch Bilodeau s'est chargé des relations de presse. Une quarantaine de personnes ont contribué, à un titre ou à un autre, à l'organisation de cette activité. Qu'elles en soient remerciées, ainsi que la cinquantaine de conférenciers (ières) qui ont prêté leur concours.

Nous avons pu bénéficier d'une collaboration exemplaire de l'Université Laval pour l'organisation logistique des activités, et nous voulons en remercier son recteur, Denis Brière.

Afin d'assurer une représentativité régionale et une diversité de jeunes, la Table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec et ses forums jeunesse ont agi à titre de partenaires privilégiés de l'École d'hiver. L'ancrage régional et la connaissance qu'ont les jeunes des forums jeunesse ont motivé le choix d'en faire des partenaires de la démarche, afin que toutes les régions du Québec soient représentées. Il y a 21 forums jeunesse au Québec, dont la mission est de faire des jeunes de réels acteurs du développement régional, notamment en favorisant leur participation citoyenne. Les forums jeunesse sont financés par le Secrétariat à la jeunesse dans le cadre de la Stratégie d'action jeunesse 2009-2014.

### **La rédaction du rapport**

Le rapport comporte trois parties. La première partie est une synthèse de la parole des jeunes recueillie au cours de l'École d'hiver à travers les énoncés thématiques et les textes inspirants qu'ils ont adoptés en équipes.

La deuxième partie fait état des énoncés formulés par les participants dans le cadre des ateliers en réponse aux enjeux qui leur ont été présentés sous la forme de questions sur chacun des quatre thèmes du Sommet. Les énoncés sont reproduits tels qu'ils ont été rapportés de chacun des ateliers.

La troisième partie rassemble les 37 textes inspirants produits par autant d'équipes de jeunes participants et qui font part de leurs visions de l'avenir de l'enseignement supérieur. Les textes sont reproduits tels qu'ils ont été recueillis lors de l'Assemblée de clôture.

## 2. SYNTHÈSE

---

Voici une synthèse des résultats de l'École d'hiver – Spécial Sommet sur l'avenir de l'enseignement supérieur, réservée aux jeunes de 15 à 35 ans, organisée par l'Institut du Nouveau Monde les 25, 26 et 27 janvier 2013 à l'Université Laval, à Québec. La synthèse inclut autant les 29 énoncés formulés lors des ateliers thématiques du samedi que les 37 textes inspirants rédigés le dimanche par les jeunes réunis en équipes.

- **L'impulsion d'un printemps** – Les jeunes participants à l'École d'hiver – Spécial Sommet ont conservé une conscience aigüe du mouvement étudiant de l'hiver et du printemps 2012. Ils expriment autant la nécessité de s'en rappeler, pour ancrer la discussion dans les valeurs et « les grandes questions soulevées derrière le bruit des casseroles », que la volonté de passer à une autre étape, celle de la discussion réfléchie et durable sur le rôle des collègues et des universités au Québec. « Une telle crise mérite plus que cinq fins de semaine d'attention », certes. « Parfois il faut se parler fort, crier. Il n'est plus nécessaire de se chicaner. Parlons-nous. Prenons le temps de nous dire les vraies affaires. Redéfinissons nos valeurs. Renouvelons nos vœux. » « L'ère des carrés est révolue. Pensons rond ! ». Le printemps « a ravivé une flamme » : faisons en sorte que dans 20 ans, « les idées du printemps érable soient faits accomplis ». En 2012, « les gens se sont tenus debout. En 2013, ils se sont assis pour penser à toi », toi l'enfant d'aujourd'hui, le citoyen de demain. « Après un rude hiver, le dégel du printemps réveilla les esprits et tous se rassemblèrent bruyamment pour faire revivre le rêve (celui du rapport Parent) trop vite oublié. Ce fut le début d'une belle histoire dans laquelle le bien commun et l'accessibilité reprirent leur place dans toutes les chaumières. »
- **Le Sommet, le début d'une réflexion collective** – Un sommet de deux jours ne peut pas disposer des enjeux cruciaux pour l'avenir du Québec qui sont liés à l'enseignement supérieur. Les jeunes participants à l'École d'hiver ne veulent pas que le Sommet soit une finalité, mais plutôt « le début d'une réflexion collective » à laquelle participeront tous les acteurs de la société civile. Certains voudraient que le Sommet débouche sur la création d'une « nouvelle commission Parent », ou encore d'une commission permanente chargée de la poursuite des réflexions. Une « réflexion profonde et de longue durée s'impose pour créer un système d'éducation à la hauteur de nos aspirations ». Depuis l'automne, le temps a manqué, selon les jeunes, pour explorer les solutions créatives au problème du financement, par exemple. « Prenons le temps. Soyons patients. » Le lancement d'un processus menant à l'adoption d'une Charte nationale de l'éducation, un concept appuyé par plusieurs jeunes de l'École d'hiver et retenu en atelier thématique, pourrait favoriser la poursuite de cette réflexion de société.

### Vers une Charte de l'éducation

**Énoncé 20** : Que la société québécoise élabore une Charte nationale sur l'éducation à travers un processus consultatif démocratique.

- Un projet humaniste unissant la mobilité sociale des individus à l'enrichissement collectif** – La vision de l'éducation qui émane des textes produits par les participants à l'École d'hiver est empreinte d'humanisme. Son but doit être « l'épanouissement de l'individu » et « l'enrichissement collectif ». « Le savoir n'est pas monnayable », « n'est pas une marchandise ». L'éducation « n'est pas un bête instrument économique ». Mais elle inclut une formation professionnelle et ouvre les portes du marché du travail. Elle ne s'y limite pas, évidemment. Elle ne sacrifie rien « sur l'autel de la marchandisation » et reste autonome face au secteur privé. Mais elle est un « facteur de mobilité sociale et de démocratisation ». Elle sert « le bien commun ». Le collège et l'université sont là pour former des citoyens responsables, qui participent à la vie démocratique, s'engagent dans la société et qui veulent « léguer un monde meilleur à leurs enfants ». On y développe son esprit critique. Le choc des idées y est valorisé. Les diplômés ne sont pas des « reproducteurs de système mais des améliorateurs de système ». L'université diffuse « une culture humaniste et scientifique au sein de la population ». En son sein, on encourage l'implication étudiante et, même, on l'intègre à la formation (énoncé 28).
- La qualité est dans la classe** – C'est dans la classe que l'essentiel se joue. La qualité de la relation avec l'enseignant et entre les pairs est soulignée à grands traits dans les textes qui ont été sélectionnés comme les plus inspirants par les participants eux-mêmes. « Le professeur est un guide qui n'impose rien et ouvre tout. » Dans la classe, on retrouve des « professeurs allumés » qui ont la passion de transmettre, qui cultivent la curiosité, le goût de savoir, qui sont disposés à accompagner les étudiants qu'ils incitent à explorer des sentiers moins fréquentés pour découvrir le monde, quitte à vivre parfois des échecs formateurs. Tous les courants de pensée sont admis. Les classes ne sont pas trop remplies. « La qualité se mesure notamment par la capacité de mettre l'apprenant au centre de son apprentissage dans la mesure où le processus est aussi important que la finalité. » Diverses modalités d'enseignement sont admises, qui s'appuient sur l'échange entre les pairs, l'usage des nouvelles technologies, la créativité, la pédagogie par projets.

#### **Trouver le juste équilibre**

Ces deux énoncés, issus de l'atelier thématique sur la contribution de l'enseignement supérieur à la société, illustrent le principe :

**Énoncé 26 :** Assurer l'indépendance des universités face au marché du travail par un financement adéquat et par le développement d'un système et des processus de coopération entre universités.

**Énoncé 27 :** Avoir une formation générale appliquée, donnée par des enseignants, associée à un processus de mentorat, et dont les programmes sont co-construits en partenariat avec des intervenants du milieu de l'emploi.

- **L'accessibilité est non négociable** – L'éducation supérieure est perçue par ces jeunes comme un droit. L'accessibilité n'est pas négociable. « L'accessibilité universelle aux études est un rêve que poursuit toujours la jeunesse québécoise. Les moyens pour y arriver sont multiples [...]. L'objectif commun demeure néanmoins le même : que tous, malgré leurs revenus, leur statut social et le niveau d'éducation de leurs parents, puissent accéder à l'éducation supérieure. » On veut un système « juste et inclusif ». L'université étant un bien public et l'éducation un droit, le financement public, tiré des impôts de tous, s'impose comme la règle générale. Un parcours thématique a suggéré que l'on procède à une révision de la fiscalité des entreprises, des institutions financières et des particuliers pour trouver les revenus manquants pour financer le système à la hauteur de nos aspirations (énoncé 18).
- Proposition : Cerner les causes de la non-participation aux études supérieures et s'y attaquer.**  
Lancer une grande enquête qualitative pour connaître le portrait et les difficultés de ceux qui aspirent à étudier ; valoriser l'éducation chez les groupes moins représentés dans les études supérieures ; faire sauter les barrières mentales, structurelles, logistiques pour permettre à tous ceux qui ont le potentiel et le désir de poursuivre des études supérieures d'accéder aux études et d'y rester (texte 29).
- **Droits de scolarité : une diversité d'approches pour faire sauter la barrière financière** – La barrière financière est certes un obstacle à l'accessibilité. Il y a consensus pour que les droits de scolarité ne constituent pas une entrave à l'accès aux études, « quels que soient les moyens » qui seront pris pour y arriver. Parmi les énoncés issus des parcours thématiques, l'un propose la gratuité universelle, l'autre un gel jusqu'à ce que la lumière soit faite par le vérificateur général sur la qualité de la gestion des universités, et un troisième suggère de moduler les droits de scolarité en fonction du coût de la formation tout en doublant cette approche d'un système de remboursement proportionnel au revenu (RPR). Des 37 équipes qui ont rédigé des textes inspirants, cinq proposent la gratuité, deux le gel dans une perspective de gratuité, une de maintenir les droits « le plus bas possible pour tendre vers la gratuité », une autre de les moduler en fonction du coût de la formation, et une dernière de garder des frais « moyennement élevés », ce qui constitue selon elle le meilleur compromis. Les jeunes participants suggèrent de poursuivre le débat sur cette question.
  - **Une réforme de l'Aide financière aux études** – Quelle que soit l'option préférée pour les droits de scolarité, il y a consensus autour de la nécessité de réformer le système d'Aide financière aux études, « considérant que le calcul incluant la contribution parentale est injuste, que le plafond de prêt est trop élevé, que le niveau du revenu protégé est trop bas, que le calcul des dépenses admises est désuet et qu'il n'existe aucune compensation pour la non-contribution parentale (énoncé 10) ». Cette réforme devrait contribuer à réduire l'endettement étudiant ainsi que le besoin d'occuper un emploi pendant de longues heures en même temps que l'on se consacre à temps plein à ses études. Le concept de remboursement proportionnel au revenu (RPR) a été proposé. Il a aussi été critiqué, notamment parce qu'il ne résout pas le problème de l'endettement.

- **L'enseignement supérieur et la recherche, partout sur le territoire** – La présence de collèges et d'universités sur l'ensemble du territoire a été un facteur d'égalisation des chances pour les individus qui habitent les différentes régions du Québec et un vecteur de développement pour les communautés de ces territoires : « Que tu viennes des beautés du Grand Nord / Que tu aies poussé avec les bouffées de l'air salin / Ou en plein centre du dynamisme citoyen / Tu entres dans des écoles d'égale qualité. » Le modèle québécois de l'accessibilité géographique doit être maintenu et renforcé, disent les jeunes de manière largement consensuelle. Les énoncés 14 et 15 adoptés par les ateliers thématiques sont un bon résumé des souhaits formulés. Une équipe (24) a proposé l'adoption d'une **Charte des régions**. On vise l'enseignement autant que la recherche, les collèges autant que les universités, en ciblant des créneaux d'excellence. L'une des équipes de jeunes participants à l'École d'hiver a signé son texte, daté de 2033 : « les finissantEs de l'Université du Québec à Baie-Comeau », sur la Côte-Nord, où, en 2013, il n'existe pas de campus universitaire.

#### **L'accessibilité géographique**

**Énoncé 14** : Afin d'assurer la rétention des jeunes en région et en périphérie urbaine, il faut s'adapter aux réalités particulières de ces derniers, impliquer la communauté dans le processus d'enseignement et d'accessibilité, mettre en valeur et améliorer les façons de vivre sa formation (passerelle DEC-BAC, stages dans le milieu, formation à distance, etc.), et développer des incitatifs financiers pour le retour en région et pour les études en région éloignée.

**Énoncé 15** : Développer une gestion cohérente, exempte de compétition, de l'offre de programmes d'études supérieures en tenant compte des réalités territoriales, des expertises développées et des besoins de la région. Par exemple, éliminer les campus satellites collés sur les universités des grands centres pourrait ouvrir l'espace sur des campus satellites en région afin de combler des besoins non desservis.

- **Du primaire à l'université** – Les jeunes expriment le sentiment que l'on se prépare à fréquenter l'université dès l'entrée au primaire. Ils voient le système éducatif comme un système réunissant tous les ordres d'enseignement. Tout au long de l'enfance et de l'adolescence, il faut valoriser l'éducation auprès du jeune.
- **Transparence et participation démocratique** – Les jeunes demandent des comptes sur la gestion des universités. Ils veulent de la transparence et une gestion fondée sur la participation démocratique des membres de la communauté universitaire, ce qui inclut bien sûr les étudiants, les professeurs et le reste du personnel, à qui ils accorderaient la majorité au conseil d'administration.

- **Un réseau qui mise sur la collaboration, la coopération et la coordination plutôt que sur la compétition** – En matière de gouvernance, les jeunes de l'École d'hiver souhaitent voir une meilleure collaboration entre les universités, entre les cégeps et entre les universités et les cégeps. L'une des équipes recommande de réunir dans un seul fonds commun les budgets consacrés aux immobilisations, par exemple, et suggère que l'on décide, dans une instance appropriée, de leur utilisation. On voudrait que les établissements forment un réseau, plutôt que de se considérer comme « une constellation d'entités déconnectées ». En ce sens, la création d'une instance indépendante reçoit un certain appui de la part des jeunes de l'École d'hiver, moins pour veiller à l'assurance qualité des universités que pour promouvoir une meilleure coordination.

**Une instance indépendante ?**

**Énoncé 7 :** Que soit créée une commission indépendante d'évaluation des universités du Québec composée aux deux tiers de membres de la communauté universitaire et d'un tiers de membres provenant de la société.

**Énoncé 8 :** Que cette commission indépendante évalue les programmes et les institutions selon un référentiel commun tout en respectant leurs diversités et leurs réalités de manière transparente et cohérente pour l'ensemble du réseau universitaire.

**Énoncé 22 :** Par le biais d'une instance de coordination, mettre en commun les fonds et les dépenses qui doivent bénéficier à l'ensemble du réseau universitaire, tel que l'implantation de campus satellites, le recrutement étudiant et la publicité.



### 3. LES ÉNONCÉS THÉMATIQUES

---

Les énoncés qui suivent ont été formulés par les participants de l'École d'hiver – Spécial Sommet, réunis en équipes en fonction de leurs intérêts pour le thème de leur choix. Comme les énoncés ont été rédigés par des équipes différentes, il est possible de voir apparaître des contradictions.

C'est ainsi que nous trouvons, sur l'enjeu de l'accessibilité financière, deux propositions en apparence contradictoires : l'une (énoncé 9) préconise la gratuité scolaire et l'autre (énoncé 11) le gel des droits de scolarité jusqu'à ce que le vérificateur général du Québec ait pu établir un diagnostic sur le financement des universités. Une troisième proposition (énoncé 19), que l'on retrouve dans le thème sur la gouvernance et le financement des universités, préconise une autre option : la modulation des droits de scolarité en fonction du coût de la formation. Ces trois propositions illustrent simplement la diversité des points de vue qui se sont exprimés pendant l'École d'hiver.

Ils sont présentés par thème.

#### **3.1. La qualité de l'enseignement supérieur**

##### **ENJEU : LES CRITÈRES DE QUALITÉ**

**Énoncé 1 :** La qualité se mesure notamment par la capacité de mettre l'apprenant au centre de son apprentissage, dans la mesure où le processus est aussi important que la finalité.

**Énoncé 2 :** Considérant que les discussions relèvent d'un plus grand examen de l'état de l'éducation et d'une redéfinition de la place de l'enseignement supérieur, nous proposons que le Sommet sur l'enseignement supérieur ne soit pas une finalité en soi, mais le début d'une réflexion collective future.

##### **ENJEU : L'ASSURANCE QUALITÉ**

**Énoncé 3 :** Dans une optique d'assurance qualité, nous proposons que la communauté universitaire ou collégiale soit majoritairement impliquée dans le processus.

**Énoncé 4 :** Que l'on assure, en plus d'éviter le dédoublement de programmes, que la qualité des programmes donnés dans les campus satellites soit équivalente à celle des campus principaux..

##### **ENJEU : L'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ**

**Énoncé 5 :** Développer la réflexion des étudiants en considérant les réalités du marché du travail et en impliquant les professeurs dans leurs domaines d'expertise sans nuire à leur rôle de créateur et de transmetteur de savoirs.

**Énoncé 6 :** La culture générale, l'implication citoyenne, l'ouverture d'esprit et la pensée critique doivent être, de façon progressive, parties prenantes du système éducatif, et ce, dès le primaire.

### ***ENJEU : LA CRÉATION D'UNE INSTANTE INDÉPENDANTE***

**Énoncé 7 :** Que soit créée une commission indépendante d'évaluation des universités du Québec composée aux deux tiers de membres de la communauté universitaire et d'un tiers de membres provenant de la communauté extra-universitaire.

**Énoncé 8 :** Que cette commission indépendante évalue, de manière transparente et cohérente pour l'ensemble du réseau universitaire, les programmes et les institutions selon un référentiel commun, tout en respectant leurs diversités et leurs réalités.

### ***3.2. L'accessibilité et la participation aux études supérieures***

#### ***ENJEU : L'ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE***

**Énoncé 9 :** Considérant les recommandations du Rapport Parent ainsi que la signature du PIDESC<sup>1</sup> par le Québec, il est du devoir de l'État d'instaurer la gratuité scolaire à tous les niveaux (du primaire à l'université), gratuité qui constitue un investissement massif de l'État dans son capital savoir, moyennant certaines balises définies.

**Énoncé 10 :** Considérant que le calcul incluant la contribution parentale est injuste, que le plafond de prêt est trop élevé, que le niveau du revenu protégé est trop bas, que le calcul des dépenses admises est désuet et qu'il n'existe aucune compensation pour la non-contribution parentale, nous proposons que l'on produise une refonte de l'Aide financière aux études (AFE).

**Énoncé 11 :** Considérant le flou sur la gestion universitaire, l'impossibilité d'avoir des informations claires sur le financement des universités, nous proposons que le gel des frais de scolarité universitaires soit maintenu jusqu'à ce que le champ d'action comptable du vérificateur général s'applique aux universités et qu'il produise un rapport complet sur le financement et la gestion postsecondaires, et ce, annuellement.

#### ***ENJEU : LA PERSÉVÉRANCE ET L'OBTENTION DU DIPLÔME***

**Énoncé 12 :** L'objectif de l'éducation professionnelle, technique et universitaire devrait être l'épanouissement de l'individu. À ce titre, ces différents secteurs d'éducation devraient être présentés de manière égale. Ainsi, les ambitions académiques apparaîtront plus réalistes, et la persévérance scolaire s'en trouvera favorisée.

**Énoncé 13 :** Revaloriser la culture générale, les sciences humaines et les arts afin de forger le jugement critique, et modifier l'approche pédagogique afin de stimuler la curiosité intellectuelle dès l'entrée à l'école.

---

<sup>1</sup> Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC).

### ***ENJEU : L'ACCESSIBILITÉ GÉOGRAPHIQUE***

**Énoncé 14 :** Afin d'assurer la rétention des jeunes en région et dans les périphéries urbaines, il faut s'adapter aux réalités particulières de ceux-ci, impliquer la communauté dans le processus d'enseignement et d'accessibilité, mettre en valeur et améliorer les façons de vivre sa formation (passerelle DEC-BAC, stages dans le milieu, formation à distance, etc.), et développer des incitatifs financiers pour le retour en région et pour les études en région éloignée.

**Énoncé 15 :** Développer une gestion cohérente, exempte de compétition, de l'offre de programmes d'études supérieures, en tenant compte des réalités territoriales, des expertises existantes et des besoins de la région. Par exemple, éliminer les campus satellites collés sur les universités des grands centres pourrait ouvrir l'espace sur des campus satellites en région afin de combler des besoins plus pressants.

### ***ENJEU : AGIR EN AMONT***

**Énoncé 16 :** L'accompagnement des élèves tout au long du parcours scolaire doit être une responsabilité collective assurée par un meilleur arrimage entre le système scolaire, les gouvernements, la collectivité et les proches.

**Énoncé 17 :** Valoriser les différentes orientations et les différents modèles d'apprentissage, tout en sensibilisant la société à l'importance de l'éducation comme source d'enrichissement social.

## ***3.3. La gouvernance et le financement des universités***

### ***ENJEU : MODES DE FINANCEMENT***

**Énoncé 18 :** Révision globale des mesures fiscales touchant les institutions financières, les entreprises, la philanthropie et les particuliers pour dégager les fonds manquants pour optimiser le système d'éducation.

**Énoncé 19 :** La mise en place d'un système de remboursement proportionnel au revenu (RPR) et d'un système de frais proportionnels au coût de la formation, ainsi que le changement du mode de financement per capita à l'université dans le but d'éradiquer la compétition entre les universités.

### ***ENJEU : LA GOUVERNANCE DES UNIVERSITÉS***

**Énoncé 20 :** Que la société québécoise élabore une Charte nationale sur l'éducation à travers un processus consultatif démocratique.

**Énoncé 21 :** Que les conseils d'administration agissent dans un esprit d'accessibilité et de transparence envers la communauté universitaire, et qu'une culture participative soit mise en avant.

#### **ENJEU : ALLOCATION DES RESSOURCES**

**Énoncé 22 :** Par le biais d'une instance de coordination, mettre en commun les fonds et les dépenses qui doivent bénéficier à l'ensemble du réseau universitaire, tels que l'implantation de campus satellites, le recrutement étudiant et la publicité.

**Énoncé 23 :** Afin de respecter la finalité des fonds alloués, il faut assurer l'étanchéité des enveloppes budgétaires tout en tenant compte des besoins spécifiques des universités en allocation des ressources.

### ***3.4. La contribution des établissements et de la recherche au développement de l'ensemble du Québec***

#### **ENJEU : LA SOCIÉTÉ DU SAVOIR ET L'INNOVATION**

**Énoncé 24 :** Nous proposons que l'enseignement supérieur favorise la démocratisation des savoirs et le développement de l'esprit critique du citoyen, par et pour sa collectivité, de manière à le rendre autonome dans son apprentissage et à désinstitutionnaliser l'accès aux connaissances.

**Énoncé 25 :** Nous proposons que la recherche soit la base d'une communauté apprenante et innovante, grâce à la liberté académique conférée aux chercheurs et à la collaboration des établissements tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Québec.

#### **ENJEU : LES LIENS AVEC LES BESOINS DU MARCHÉ DU TRAVAIL**

**Énoncé 26 :** Assurer l'indépendance des universités face au marché du travail par un financement adéquat et par le développement d'un système et des processus de coopération entre universités.

**Énoncé 27 :** Avoir une formation générale appliquée, donnée par des enseignants, associée à un processus de mentorat, et dont les programmes sont co-construits en partenariat avec des intervenants du milieu de l'emploi.

#### **ENJEU : LE DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS ET DU QUÉBEC**

**Énoncé 28 :** Intégrer au sein de la formation supérieure l'implication étudiante pour que les connaissances circulent entre la communauté et le milieu académique.

**Énoncé 29 :** Utiliser l'expertise régionale comme levier de l'élargissement de l'offre d'éducation supérieure, par l'installation de centres de recherche, en partenariat avec le milieu, pour garantir le développement durable.

## 4. LES TEXTES INSPIRANTS

---

Les textes inspirants constituent le résultat final produit dans le cadre des parcours de l'École d'hiver Spécial Sommet. Au total, ce sont 37 textes exprimant une diversité de points de vue et de visions qui ont été rédigés par autant d'équipes.

Rappelons les grandes étapes de la démarche ayant mené à la rédaction de ces textes.

### *1re étape : Réflexions et énoncés sur les thématiques*

Les participants ont été invités à échanger sur les enjeux, au nombre de trois ou quatre par thème, afin d'approfondir leur compréhension de ceux-ci et d'engager la discussion avec l'ensemble du groupe. Ensuite, ils discutaient et échangeaient sur les diverses perspectives relatives aux enjeux afin d'arriver à formuler deux énoncés/réponses par enjeu. Ces énoncés sont publiés dans la première partie de ce rapport.

### *2e étape : Rédaction d'un texte : Imaginer l'enseignement supérieur de demain*

De nouvelles équipes constituées de participants qui ont travaillé sur les quatre thèmes, ont été formées en vue de produire un court texte. Ce texte est inspiré de l'ensemble des 29 énoncés identifiés et d'une réflexion autour de l'enseignement supérieur de demain. Après une présentation dynamique des textes, en groupe d'une centaine de personnes, les deux textes les plus inspirants sont choisis par les participants dans chacun des quatre groupes. Ces huit textes ont été lus lors de l'assemblée de clôture de l'École d'hiver Spécial Sommet.

Nous présentons ici :

- Les huit textes qui ont été lus en assemblée de clôture, dans l'ordre dans lequel ils ont été présentés.
- Puis les 29 autres textes, dans un ordre aléatoire. La numérotation n'a pour but que de faciliter le repérage des textes.

## ***Les huit textes lus en assemblée de clôture***

### ***1. L'ère des carrés est révolue!***

L'ère des carrés est révolue, pensons rond. Le diplôme doit sortir du cadre. Finie la linéarité de l'éducation comme instrument, du diplôme universitaire comme unique dispensaire de la prospérité économique-personnelle. Si l'éducation n'est pas qu'un bête outil, elle n'est pas non plus une fin. Elle est toujours un commencement. L'apprentissage est un processus. L'étudiant, citoyen autonome dans un monde où savoirs, territoires et pouvoirs sont interdépendants, participe à la mouvance des idées dans tous les cercles de la société. Après tout, n'est-ce pas là l'essence de l'éducation critique et véritable?

Ce n'est pas un rêve perdu dans les nuages, il est tout près. On ne nous prêtera plus notre futur, nous en sommes les acteurs engagés. L'étudiant doit s'investir personnellement. L'enseignant est un guide qui n'impose rien, mais qui ouvre tout. L'institution doit être transparente, participative et flexible. Ses ressources doivent être à la hauteur de sa mission colossale. Ne nous cloîtrons pas dans la solution unique. Il faut réviser nos modes de financement, innover, tout en conservant ce qui rend le modèle québécois unique et original.

Ensemble, les universités doivent être intelligentes. Optimisons l'allocation des ressources, éliminons la compétition malsaine où l'étudiant affronte l'étudiant, le programme affronte le programme et où les universités se battent pour récupérer les morceaux. Le diplôme doit sortir du cadre. L'ère des carrés est révolue, pensons rond.

## *2. Baie-Comeau, 27 janvier 2033*

Chers QuébécoisEs de 2013,

Les idées relevées lors du Printemps Érable sont maintenant des faits accomplis. Vous avez rêvé d'une éducation de qualité, qui inclut, mais qui ne se limite pas, à l'acquisition de connaissances et de compétences liées à l'emploi. D'une manière beaucoup plus importante encore, elle nous permet de mieux nous ouvrir au monde, de jeter un regard critique sur la société et sur nous-mêmes. Elle permet le développement d'une culture humaniste et scientifique au sein de la population. Elle fait de nous de meilleurs citoyens et de meilleures personnes.

S'il est indéniable que l'éducation représente une inestimable richesse personnelle, elle représente surtout une richesse collective encore plus grande. Il est devenu une vérité communément admise que chacun profite non seulement de sa propre éducation mais aussi de celle de ses pairs. Libérée de toute contrainte d'accessibilité, qu'elles soient de nature économique, géographique ou culturelle, elle devient un important facteur de mobilité sociale et de démocratisation.

L'éducation représentant un bien public et un droit humain, sa gratuité n'est plus remise en question aujourd'hui.

Nous vous remercions de vos efforts. Ils n'ont pas été vains.

Signé : Les finissantEs de l'Université du Québec à Baie-Comeau

### *3. S'élever ensemble pour le Québec de demain*

Les événements du printemps dernier ont ravivé une flamme depuis longtemps étouffée. Selon le Rapport Parent, le Québec rêvait d'une éducation accessible et gratuite pour tous. Cette vision, écrasée sous la montée néolibérale, a réussi à ressurgir. Le débat qui a lieu en ce moment, notamment au Sommet sur l'Éducation supérieure, s'il est bien exploité, peut nous permettre de reconsidérer l'éducation au Québec, et de la modeler à notre image. Il n'est pas seulement ici question d'éducation, mais également de l'identité québécoise, qui découle de l'apprentissage en place. Pour ce faire, il est primordial que :

NOUS élaborions d'urgence une Charte nationale de l'éducation;

NOUS créions une commission indépendante d'évaluation des institutions postsecondaires, et qu'elle soit composée d'un comité comprenant la communauté intra-institutionnelle et la société civile;

NOUS maintenions le gel des frais de scolarité en vue de cheminer graduellement vers la gratuité à tous les niveaux;

NOUS préconisons une indexation de l'aide étudiante sur des coûts réels, et pour ce faire, que NOUS restructurions le système en place;

NOUS valorisons une éducation citoyenne engagée, afin de développer une approche pédagogique encourageant l'esprit critique et la curiosité intellectuelle, et ce dès le plus jeune âge;

NOUS, citoyens, jeunes et moins jeunes, étudiants, travailleurs, enseignants, nous sommes le futur, mais également le passé et le présent, et NOUS exigeons que ce Manifeste soit pris en compte et qu'il aboutisse, et cela même au-delà de nos espérances.



#### *4. Lettre à l'enfant d'aujourd'hui*

Pour toi qui as 5 ans, 2 ans, ou qui est encore à naître  
Pour l'étudiant(e) de 2033.  
Tu te souviendras qu'en 2012, des gens se sont tenus debout  
Et qu'en 2013, ils se sont assis pour penser à toi.

Que tu aies choisi le DEP ou le DEC  
Que tu veuilles le BAC ou être maître  
Nous voulons que toutes les portes  
Te soient ouvertes.

Que tu viennes des beautés du Grand Nord  
Que tu aies poussé avec les bouffées de l'air salin  
Ou en plein centre du dynamisme citoyen  
Tu entres dans des écoles d'égale qualité.

Où tu rencontres des profs allumés  
Capables de cultiver la curiosité  
De la polir et de l'ouvrir  
Que tu aies ta voix dans notre société

Des gens capables de t'accompagner  
Au milieu d'une société éduquée  
Qui comprend que l'enrichissement financier  
N'est pas le seul qui doit compter

Une société qui te laisse te tromper  
Revenir, recommencer et explorer  
Des sujets qui feront de toi un citoyen  
Ayant parcouru une variété de chemins

Des études qui ne sont ni une punition, ni un sacrifice  
Sans la crainte de la pauvreté  
Sans le boulet d'une dette élevée  
Sans le sentiment de devoir payer pour avoir étudié

Le dernier souhait, il est pour moi  
Qu'en 2033, je ne sois pas devenu un parent  
Reniant les aspirations du rapport Parent  
Que je me souvienne que les études sont un droit.

## *5. Le savoir en héritage*

Je suis l'étudiant(e) de demain pour qui vous bâtissez aujourd'hui.

Je suis assis dans ma classe et j'écoute. Je sais que devant moi, avant tout, il y a un être humain aux expériences multiples qui me fait découvrir un monde. Je ressens dans sa voix le désir de transmettre et de stimuler ma curiosité.

Dans notre système d'éducation, le bien-être des étudiants ne se calcule plus sur les notes, mais bien sur le sentiment de fierté et d'appartenance que nous avons tous lorsque, grâce à notre savoir, nous amenons la société vers d'autres sommets.

Les frais de scolarité sont gelés, mais l'innovation, elle, bouillonne.

Alors que le monde autour de nous travaillait à la création d'une société de compétition, nous, les citoyens du Québec, avons décidé de bâtir ensemble, autour de la coopération, de l'échange et de la complémentarité, un réseau d'éducation déployé sur l'ensemble du territoire.

C'est grâce aux désirs réels de la société qu'a été façonné un système d'éducation à notre image : inclusif, malléable, et surtout juste et démocratique.

Dans une perspective durable, nous développons notre éducation à la manière d'un arbre qui prendrait une vie à grandir, fort et solide, droit et imposant, rayonnant au cœur d'une société épanouie, investie dans la recherche libre et l'innovation.

Les biens s'achètent, les bâtiments se construisent et se détruisent, mais ce que nous avons fait de notre système d'éducation, c'est de le porter au Sommet.

Je comprends alors le sens des mots « savoir en héritage »...

## *6. Chers grands-parents*

J'ai terminé ma première semaine à l'université. C'était mon rêve depuis le primaire, grâce à vous et à mon enseignante Mme Stéphanie. Pour vrai, c'est encore mieux que ce que je m'imaginai. J'ai rencontré plein de gens intéressants, des immigrants de première génération, des hommes et des femmes, et même des personnes de votre âge. Il y a aussi un petit groupe d'italiens dans ma classe; ils ne parlent pas encore le français, mais ce n'est plus une barrière grâce aux nouvelles technologies. C'est cool, on se donne des cours de langue. J'avais peur de l'université au début, mais je me rends compte que, depuis le primaire, j'ai été préparé à ce passage.

Je vais me souvenir toute ma vie de ma première classe. On avait la possibilité d'échanger et de discuter, il y avait de la place pour les idées de tout le monde. Notre professeur nous expliquait que dans votre temps, vous étiez parfois jusqu'à 90 dans une seule classe et que vous n'aviez presque plus de profs. Les choses ont vraiment changé. C'est super. Il y a tellement d'activités parascolaires et académiques que je ne sais pas quoi choisir. Ça me permet d'en apprendre sur moi-même et sur les autres, et ça contribue à faire de moi un meilleur citoyen, plus engagé dans notre société. Les cours du cégep m'ont bien formé à m'engager et à tenter à mon tour de léguer un monde meilleur à mes enfants. Je suis certain que vous auriez aimé ça. Je trouve juste dommage que vous eussiez été obligés de travailler pour payer vos études et même pour vivre décemment.

Déjà, on me parle des possibilités de stages et de travail dans différents domaines. Ça va nous permettre de créer des ponts entre nos connaissances acquises et les différentes pratiques professionnelles.

Bon, je dois vous laisser, j'ai un cours dans cinq minutes. C'est drôle, mon professeur, Monsieur Wolfgang, est sur la Côte-Nord, puis l'autre moitié de la classe se trouve en France.

Grands-parents, merci pour ce que vous avez fait en 2013. Grâce à vos idées lors du Sommet sur l'avenir de l'éducation supérieure, j'ai pu aller à l'université.

## *7. S'engager*

S'ancrer dans son milieu

S'engager.

De grandes questions ont été soulevées, derrière le bruit des casseroles.

L'importance de se rassembler, de choisir ensemble le futur, NOTRE avenir. La connaissance permet de choisir de manière éclairée ce que nous voulons être, voulons devenir.

L'éducation a un sérieux besoin de se tourner vers les Québécois et les Québécoises, vers leur éducation. Approfondir la relation, se questionner, redéfinir les bases, avoir envie de s'entretenir et de vieillir ensemble, de façon honnête, loyale et ouverte. Redéfinir notre amour, notre relation, après 50 ans de vie commune, basée sur le modèle Parent.

Célébrons et soyons fiers de nos noces d'or et n'ayons pas peur de foncer vers la redéfinition.

Être en équipe, se dire les vraies affaires. Donner. Donner pour mieux recevoir. Donner sans compter. Savoir prendre. Prendre ses responsabilités. S'approprier, sans résistance au changement. Se forcer à changer, se questionner, suivre de nouvelles méthodes. S'amuser, partout. Prendre soin de nous...Donner le goût à tous de nous suivre.

De grandes questions ont été soulevées, derrière le bruit des casseroles.

De grandes réponses prennent forme entre nos murs. Les murs de nos cégeps, de nos universités.

Il y a là un potentiel de créativité, d'innovation, assez fort pour redéfinir les prochaines années de notre relation. L'éducation est une base pour tout. Prenons le temps de se parler, de redéfinir nos valeurs, de renouveler nos vœux.

Parfois, il faut se parler fort, crier même. Plus nécessaire de se chicaner. Parlons-nous, écoutons-nous.

Prenons du temps, soyons patients. On s'aimera mieux.

S'ancrer dans notre milieu.

S'engager.

## 8. L'importance d'un système d'éducation cohérent pour la société québécoise

L'éducation est un enjeu complexe qui ne peut pas se résumer à un seul niveau. Il faut avoir une vision d'ensemble du primaire jusqu'à l'université. Pour nous, l'objectif de l'éducation primaire, secondaire, professionnelle, technique et universitaire devrait notamment être l'épanouissement de l'individu quelles que soient ses motivations. À ce titre, nous pensons que les différents types d'éducation devraient être présentés comme étant des opportunités pour tous. Les ambitions académiques seront ainsi favorisées et apparaîtront plus réalistes, et la persévérance scolaire s'en trouvera favorisée.

Dans un premier temps, il nous apparaît primordial de miser sur une vision commune de l'éducation dans la société québécoise. À cet égard, nous croyons qu'il faut miser sur la valorisation des études et s'attaquer d'arrache-pied au décrochage scolaire. Il faut agir en amont, et ce, en concordance avec des objectifs communs de l'éducation à tous les niveaux. Ainsi, nous pensons qu'il faut miser sur l'élaboration d'une Charte *nationale sur l'Éducation* qui explicitera les aspirations des Québécois, sera garante de la pérennité de notre système éducatif et assurera une plus grande flexibilité administrative ainsi que le respect des spécificités des universités québécoises.

Dans un deuxième temps, il nous apparaît essentiel d'assurer l'accessibilité aux études postsecondaires à tous les Québécois dans un esprit d'égalité des chances. Ainsi, en misant sur la valorisation de l'éducation à tous les niveaux, nous croyons que davantage d'étudiants accèderont à l'éducation supérieure. De plus, nous pensons qu'il est primordial d'atteindre une qualité de l'enseignement qui soit parmi les meilleures au monde, et que tous participent au financement du réseau universitaire.

Dans un troisième temps, il nous semble important que les institutions universitaires soient présentes dans les différentes communautés du Québec. Ainsi, il faut que les universités participent au développement des régions en s'arrimant avec les différentes particularités de celles-ci. Le programme de biologie marine de l'Université du Québec à Rimouski pourrait servir d'exemple. Pour nous, les institutions postsecondaires sont un haut-lieu de savoir et de développement économique, social et culturel du Québec, et il faut s'assurer de préserver cette richesse collective en maintenant leur autonomie.

En somme, il faut voir l'éducation comme un continuum qui s'inscrit dans les besoins de notre société. Il faut répondre à notre soif de savoir et la faire progresser. Pour nous, l'éducation doit mettre l'individu et la société au cœur de son action.

## **Les 29 autres textes rédigés par les participants**

### *9. Les Collèges et les Universités : pour un enrichissement collectif, par un développement humaniste*

Les débats des derniers mois ont beaucoup questionné les universités sur l'accomplissement de leurs missions : l'enseignement, la recherche, et la contribution à la communauté. Les indicateurs d'efficacité dans ces trois volets d'activité se dépêchent souvent de nous prouver de façon quantitative que les établissements remplissent déjà pleinement leur rôle : en termes de nombre de diplômes délivrés, d'insertion sur le marché du travail, de nombre de publications et de brevets, de partenariats industriels et communautaires, etc.

Or, nous croyons que la finalité de l'enseignement supérieur est trop souvent négligée : nous voulons des Collèges et des Universités qui profitent à l'ensemble de la société, en formant des citoyens critiques, prêts à intégrer le marché du travail grâce à une solide culture générale et des compétences transférables acquises de façon contextualisée.

Pour que les individus puissent se développer dans cette perspective humaniste dans l'ensemble des disciplines, les Collèges et les Universités doivent incarner le bien commun, en demeurant transparents quant à leurs modes de gestion et imputables quant à leurs actions. En ce sens, nous appuyons la proposition d'une *Charte québécoise de l'enseignement supérieur*<sup>2</sup>, basée sur les méthodes scientifiques et critiques de développement du savoir, la liberté académique, le respect de la personne, et la responsabilité sociale.

Le système d'enseignement supérieur doit chercher à attirer les jeunes Québécois vers le savoir : il importe davantage d'entreprendre des études supérieures que de choisir un établissement en particulier. Nous prôtons donc le développement d'un système éducatif, non pas comme une constellation d'entités indépendantes déconnectées les unes des autres, mais comme un véritable réseau public d'institutions démocratiques.

---

<sup>2</sup> P. Hébert et M. Roy, « Pour une «Charte nationale de l'université québécoise» », *Le Devoir*, 23 janvier 2013, <http://www.ledevoir.com/societe/education/368986/pour-une-charte-nationale-de-l-universite-quebecoise>.

## *10. Favoriser la participation citoyenne des membres de la communauté collégiale et universitaire à travers le développement de l'esprit critique et de la réflexion académique.*

Le droit à l'éducation est un concept établi depuis les années 60 au Québec. Nous devons protéger les acquis en la matière et développer de nouvelles solutions pour l'avenir. Dans une société démocratique un droit implique aussi un devoir. La participation des utilisateurs du système d'éducation est une priorité pour conscientiser les futurs citoyens sur l'importance de l'éducation supérieure au Québec et former des citoyens impliqués dans leurs communautés. Voici quelques pistes de solutions pour y arriver :

### *Participation citoyenne*

Planter un cours-projet basé sur l'implication des étudiants à la vie académique et civile, sur la durée du diplôme préparé. Ce cours pourrait s'appuyer sur le mentorat professoral et l'implication d'étudiants de deuxième ou de troisième cycle. Le projet aurait pour base le sujet du programme ou une implication communautaire, et vaudrait les mêmes crédits qu'un cours;

### *Esprit critique*

L'implantation et la valorisation d'une méthode pédagogique collégiale fondée sur l'interaction tant au niveau théorique que pratique. Insertion de l'idée de débat lors des cours magistraux et de discussion en groupe de travail. Élaborer des lieux publics d'échanges inter-facultés à l'image des forums citoyens. Utiliser les nouvelles technologies pour favoriser l'essor de la pensée hors des murs des institutions;

### *Réflexion académique*

Intégrer des sphères multidisciplinaires dans les différents programmes d'études afin de valoriser et d'enrichir la culture générale, la pensée critique et l'éducation citoyenne; favoriser le développement des compétences transversales pour permettre un meilleur savoir académique; favoriser l'implication des étudiants dans le développement des programmes d'études dans le but de rendre les universités plus démocratiques

La participation citoyenne et l'esprit critique sont le point de départ de l'action collective. La qualité de l'enseignement est primordiale, et nous devons tous prendre notre place dans son évolution.

## *11. Lettre à M. Duchesne*

M. Duchesne,

Les régions du Québec, comme vous le savez, sont aux prises avec un décroissement économique et social. Le développement de notre nation passera par le développement de ses régions et par l'occupation dynamique du territoire, et ce, en créant une synergie interrégionale permettant d'atteindre le plein potentiel de chacune des régions.

Une offre de l'enseignement supérieur diversifiée et de qualité dans les régions permettra de contrer l'exode de la jeunesse. Ceci se fera par le biais de l'implantation d'établissements postsecondaires, l'augmentation des passerelles D.E.C./BAC, des stages rémunérés dans les régions, l'installation de centres de recherche en région, etc. Nous comptons également sur notre gouvernement pour prendre en considération les réalités spécifiques des régions et leur développement durable sous tous les volets. Les régions bénéficieront davantage des campus satellites que les villes à proximité des grands centres.

L'exode de la jeunesse et la diminution démographique occasionne des problèmes économiques. Nous croyons que les entreprises et la communauté doivent être impliquées dans la formation générale, théorique et appliquée. Celle-ci sera octroyée par des enseignants, mais aussi soutenue par un processus de mentorat et de partenariat avec des intervenants du milieu. Tout cela doit être fait en s'assurant de garder l'indépendance financière des établissements d'enseignement.

Investir dans l'éducation, M. Duchesne, c'est investir pour une nation efficiente, c'est augmenter l'employabilité, augmenter l'esprit critique, prévenir l'engorgement des hôpitaux, diminuer le taux de criminalité et l'exode des jeunes.



## *12. Nous rêvons.*

Nous rêvons qu'au Québec nous puissions étudier dans un établissement où la qualité de l'enseignement serait une priorité, sans pour autant être vue comme une marchandise. Dès la petite enfance, la culture générale, la curiosité intellectuelle, l'ouverture d'esprit et la pensée critique seraient au cœur de l'éducation, et ce, afin de faire des jeunes des citoyen-ne-s actifs et actives. La qualité de l'enseignement serait basée sur l'expertise, la compétence et la motivation d'être des transmetteurs de savoir dans notre société. Nous aspirons à ce que, peu importe les moyens qui seront pris en compte, les études supérieures soient accessibles à tous et à toutes, et ce, tant sur le plan financier que géographique. Les différents types d'éducation seraient mis sur le même piédestal sans être hiérarchisés, puisqu'ils sont tous complémentaires. Nous souhaitons qu'une enquête soit faite afin d'assurer la transparence des états financiers et de la gouvernance des institutions scolaires. Un équilibre serait assuré entre la coopération et la compétition entre les différents établissements d'études supérieures, et ce, afin de favoriser le développement constant des programmes et de la vie étudiante.

Nous imaginons que la recherche soit la base d'une communauté apprenante et innovante grâce à la liberté académique conférée aux chercheurs et à la collaboration des établissements tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Québec. Demain, ces rêves deviendront réalité, puisque le Sommet sur l'enseignement supérieur ne sera pas une finalité en soi, mais plutôt le début d'une réflexion collective future.

Nous croyons qu'un enseignement supérieur de qualité ne peut être assuré qu'à travers une réflexion profonde basée sur les valeurs communes. Cette réflexion doit se faire par tous les acteurs de la société civile. L'éducation supérieure doit permettre aux étudiants d'être non pas des reproducteurs du système mais plutôt des améliorateurs. C'est pourquoi nous croyons que l'enseignement supérieur doit diffuser des valeurs humanistes, propager la culture générale et former l'esprit critique. Il doit permettre et encourager la participation de tous aux discussions et ce à chaque niveau. En ce sens, nous proposons notamment qu'une commission indépendante mixte permanente évalue les programmes et les institutions selon un référentiel commun, à la fois au niveau global et local, mais en respectant leurs diversités et leurs réalités spécifiques.

### *13. Droit universel à l'éducation*

Considérant que l'endettement étudiant réduit considérablement l'accès à l'éducation ;

Considérant que la politique des bas frais de scolarité a permis au Québec de se hisser au sommet des provinces canadiennes pour le taux de fréquentation de l'éducation postsecondaire;

Considérant que le Québec a ratifié le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIEDESC) qui prévoit la gratuité de l'éducation à tous les niveaux d'enseignement ;

Considérant les conclusions du rapport Parent ;

Considérant que le savoir est une richesse collective plutôt qu'une marchandise ou un bien individuel ;

Considérant que le droit universel à l'éducation améliorera la qualité de vie ainsi que la valorisation du savoir, la société québécoise se trouvera enrichie et deviendra un modèle mondial ;

Considérant qu'une augmentation du nombre de paliers d'imposition pourrait nous permettre de financer le droit universel à l'éducation;

Considérant que la réinstauration de la taxe sur le capital des institutions financières permettrait de financer largement le système d'éducation ;

Considérant que la gratuité implique un coût collectif, et qu'il est nécessaire de l'encadrer de façon à ce qu'elle soit profitable pour l'ensemble de la société québécoise;

Considérant qu'une grande partie de l'éducation est déjà financée par l'État et qu'il ne nous reste qu'à faire un pas pour atteindre la gratuité ;

**NOUS PROPOSONS** la gratuité scolaire à tous les niveaux d'enseignement.

#### *14. L'éducation, levier social pour une saine démocratie.*

Le « choix d'investir » les bancs d'école est souvent présenté comme un projet individuel, une visée personnelle. Il est vrai que chaque individu « choisissant » de poursuivre ses études postsecondaire risque de profiter du fruit de son labeur. Or, est-ce vraiment un libre choix que celui de se priver d'une vie matérielle immédiate « intéressante », ou est-ce déterminé par son milieu d'origine ?

L'épanouissement de l'individu entraîne l'épanouissement de la société. Le fruit du savoir individuel sera multiplié et partagé, faisant évoluer cette société.

La scolarisation et le savoir sont importants pour une participation active dans la vie démocratique (délibérations, dialogues, investissement des institutions démocratiques, entreprise d'initiatives citoyennes).

L'éducation généraliste éveille et alimente l'esprit critique essentiel si l'on se dit ou croit être encore en démocratie. Elle est allumeuse de la curiosité intellectuelle et de la soif sans fin de nouvelles connaissances devant faire évoluer à la fois l'individu et la société qui l'a engendré.

En cours d'apprentissage, l'école est un lieu de pratique active, de dialogue, d'échanges, de chocs des idées, puis d'actions concrètes.

## *15. Système de Remboursement Proportionnel au Revenu (RPR)*

Cette fin de semaine fût riche en idées et en propositions. Toutefois, un dilemme se présente désormais : devrions-nous offrir un texte d'idées ou devrions-nous offrir un texte concret, avec une proposition claire à l'attention du ministre? Il est de notre avis qu'une proposition directe, claire, concrète a le plus de chances d'avoir un impact sur le sommet, et à terme, sur le système d'éducation Québécois. C'est pourquoi nous proposons :

Premièrement, remplacer le système de frais de scolarité fixes par un système de coûts proportionnels à la formation, qui sera un pourcentage variable selon les programmes, leurs besoins et la capacité de leurs étudiants. Ce ne serait donc pas un système fixe mais modulaire, qui assurera à terme que chaque programme recevra un financement adéquat. Ensuite, l'instauration d'un système de remboursement proportionnel au revenu. Tout d'abord, l'idée générale du RPR est d'offrir aux étudiants un système qui leur permette de passer à travers leurs études universitaires sans risque financier aucun, ni à court ou ni à long terme.

Le RPR est un système de remboursement proportionnel au revenu après-études ; ce qui permet aux étudiants de rembourser leurs frais de scolarité en proportion de ce qu'ils gagneront. Toutefois, si leur revenu est en-deçà de deux fois le seuil de pauvreté, c'est-à-dire 21 600 \$ (le seuil étant de 10 800 \$), le système de RPR permettrait de ne rien rembourser jusqu'à l'atteinte d'une situation financière plus stable. De plus, le RPR n'est pas un système soumis à l'intérêt : le montant de l'emprunt est fixe. Sinon, le RPR prélèverait un pourcentage modulé selon le salaire, modulation qui se fera progressivement avec des salaires plus élevés.

Finalement, nous insistons sur ce point, le système de RPR permet de faire des études sans risque de couler sous les dettes étudiantes à cause des aléas de la vie : donc, il n'y aura qu'un pourcentage fixe du salaire qui sera prélevé.

## *16. L'accessibilité universelle aux études*

Alors que le Québec en était aux premiers balbutiements de son ébullition sociale, le rapport Parent a établi les assises de l'éducation moderne telle que nous la vivons aujourd'hui. Depuis quelque temps, ces dernières ont été grandement questionnées et nous ont menés à l'actuelle réflexion. L'accessibilité aux études, la qualité de l'enseignement, la recherche, la gouvernance et le financement sont des enjeux abordés au cours de la fin de semaine et à propos desquels nous tirons les conclusions suivantes.

L'accessibilité universelle aux études est un rêve que poursuit toujours la jeunesse québécoise. Les moyens pour y arriver sont cependant multiples : la gratuité scolaire, un gel des frais, une bonification de l'aide financière aux études, un remboursement proportionnel au revenu sont autant de propositions qui ont émergé au cours de l'École d'Hiver. L'objectif commun demeure néanmoins le même : que tous, malgré leurs revenus, leur statut social et le niveau d'éducation de leurs parents puissent accéder à l'éducation supérieure. Cela dit, le débat devra se poursuivre afin que la jeunesse québécoise en arrive à un certain consensus et en ressorte grandie. En outre, il ne faut pas limiter l'accessibilité aux études à l'accessibilité financière : revaloriser tous les ordres de diplômes, améliorer l'accessibilité géographique, travailler en amont pour améliorer la persévérance scolaire sont autant de propositions qui devront faire partie d'une solution globale. Au niveau de la qualité, la jeunesse québécoise ne vise rien de moins que l'excellence. Toutefois, il faudra faire preuve de vigilance afin de ne pas sacrifier l'indépendance académique sur l'autel de la marchandisation. L'éducation supérieure doit demeurer un lieu de stimulation intellectuelle afin de former des citoyens allumés et ouverts sur le monde. .

Le mode de financement demeure une des questions les plus épineuses de ce débat. Bien que tous s'entendent pour affirmer haut et fort que l'éducation s'avère un bien essentiellement collectif, un désaccord persiste quant à la part de participation de l'étudiant dans son cheminement scolaire. La gratuité, le gel, l'indexation ou l'arrimage de contribution étudiante à l'investissement du gouvernement sont autant d'avenues qui restent à explorer. D'autre part, il faut mettre fin aux mauvaises pratiques de gestion de nos universités afin de renforcer l'imputabilité des dirigeants qui ont entre leurs mains l'avenir de notre éducation. Au niveau de la recherche, tous s'entendent pour dire que l'université doit rester un lieu de poursuite de la recherche de la vérité, exempte d'influence externe, sans toutefois nier l'impératif travail lié à l'obtention d'un diplôme.

En conclusion, les échanges des derniers jours furent très enrichissants et nous espérons ardemment que le Ministre tendra l'oreille à nos propositions.

### *17. Une réflexion de longue durée s'impose*

L'accompagnement des élèves tout au long du parcours scolaire doit être une responsabilité collective assurée par un meilleur arrimage entre le système scolaire, le gouvernement, la collectivité et les proches. Il importe pour le système scolaire de mettre en avant l'importance de la culture générale, l'implication citoyenne, l'ouverture d'esprit et la pensée critique, et ce, depuis le primaire. L'accessibilité ne se limite pas à une question financière. Cela étant dit, la collectivité ne pourrait que bénéficier du fait que les frais de scolarité soient le plus bas possible, pour tendre vers la gratuité. La responsabilité de trouver des sources de financement créatives et différentes revient à tous. L'accessibilité doit aussi se définir par un vaste choix de programmes à l'échelle de toute la province.

La gestion des institutions d'éducation et l'évaluation de la qualité des programmes ne doivent pas se faire en vase clos, mais doivent laisser une plus grande place à la collectivité afin que ces processus bénéficient d'une plus grande transparence et qu'ils reflètent davantage les réalités et les besoins de la collectivité. Les enjeux évoqués ci-haut ne représentent qu'une partie de l'ampleur et de la complexité des enjeux liés à l'éducation. Ainsi, à la suite du **Sommet sur l'éducation**, une réflexion profonde et de longue durée s'impose pour créer un système d'éducation à la hauteur de nos aspirations pour notre société québécoise.

## *18. Égalité ou Justice ?*

Il est difficile financièrement et académiquement pour les étudiants de classe moyenne de se rendre à l'université. Certains, lors de leurs sorties du collégial, ont déjà devant eux une dette d'études assez importante, et ce, plus particulièrement en région à cause de la distance séparant le domicile familial et le cégep. Cela leur fait penser deux fois avant d'aller se perfectionner à l'université. Celle-ci coûte cher et est à l'origine de l'endettement d'une majorité d'étudiants.

C'est ainsi que l'on constate que le principe d'égalité, soit l'accès aux études supérieures, n'est pas totalement juste. En effet, il ne permet pas à tous les mêmes possibilités d'accéder aux études supérieures. Pourtant, devrions-nous mesurer les aptitudes et les talents selon la classe sociale de chacun ?

Nous proposons un modèle d'aide financière aux études selon un principe de justice entre tous. Cela dit, la question n'est pas uniquement d'indexer, de geler ou de baisser les frais de scolarité, mais aussi d'adapter l'aide financière aux études aux besoins des différents étudiants. En fait, si la marche est trop haute, nous pouvons, au lieu de la baisser, la soulever pour les trop petits. En tant que société, il serait une erreur que de se priver de nos talents. En effet, une personne qui part de la base de ses moyens et qui se rend à une situation où il est mieux nanti n'en n'est que plus humaine et plus consciente de la réalité du Québec.

Finalement, il ne faut pas oublier, ce n'est pas seulement l'étudiant qui est chanceux d'avoir un diplôme et de travailler pour avoir de l'argent. En réalité, c'est la société qui est chanceuse d'avoir des diplômés universitaires qui s'impliquent au Québec. Et il faut souligner que les diplômés universitaires contribuent au tiers du budget de l'État avec la perception de taxes et d'impôts. Ainsi, il serait donc économiquement viable et respectueux envers ces importants contribuables que d'assurer l'accessibilité aux études supérieures pour chaque québécois, peu importe sa région et ses moyens financiers.

## *19. L'éducation : la priorité*

En partant des énoncés proposés, voici ce que nous souhaitons mettre en lumière afin d'améliorer la qualité et l'accessibilité aux études supérieures.

Selon un principe d'épanouissement des individus et de la société, la valorisation de l'éducation et la priorisation de celle-ci est nécessaire afin que s'installe un cycle d'enrichissement et d'évolution. Pour ce faire, l'accent doit être mis sur la création et l'amélioration de la qualité, notamment par une augmentation du ratio professeurs/étudiants et par une revalorisation de la recherche fondamentale qui doit être réalisée indépendamment des intérêts des entreprises privées et des particuliers. Ceci étant dit, l'évaluation doit se faire tout au long du cheminement, car le processus doit être davantage priorisé que la finalité. La dérive de l'éducation vers le libéralisme économique et le clientélisme met en péril le système d'éducation.

Également, en ce qui concerne l'accessibilité, il est important d'agir en amont en visant dès la petite enfance la valorisation de l'apprentissage dans le but de former des citoyens.

Ensuite, de façon plus spécifique, nous croyons qu'une solidarité doit être établie entre les établissements d'enseignement afin de contribuer au développement d'une collaboration favorisant une diversité disciplinaire en régions. La lutte contre l'élitisme est essentielle aux différents domaines d'étude car il faut que cesse le dénigrement des sciences sociales, des arts ainsi que des métiers traditionnels souvent jugés selon une norme opportuniste du marché.

Enfin, les échanges constants, que ce soit entre les chargés de cours, les professeurs, les administrateurs ou les étudiants doivent être une priorité et obligatoires, car chacun doit être proche de la réalité universitaire pour créer un réseau cohérent et représentatif. Ainsi, le lien de confiance brisé pourra être rétabli, et la mission première de l'éducation supérieure reprendra son sens. Ce sommet ne doit être que le début d'une consultation continue pour une éducation accessible et de qualité.



## *20. Proposition pour une meilleure éducation*

Considérant le système d'enseignement supérieur comme un vecteur d'enrichissement collectif, nous proposons l'élaboration d'une charte nationale portant sur l'éducation, charte qui statuera démocratiquement sur notre vision commune. Cette charte servira d'orientation dans le développement futur de notre système d'éducation. Pour ce faire, nous estimons indispensables :

- L'atteinte de la gratuité scolaire;
- La révision globale des mesures fiscales touchant les institutions financières, les entreprises, la philanthropie et les particuliers pour dégager les fonds manquants;
- La valorisation des formations tant universitaires que professionnelles, et l'implication citoyenne;
- Une formation de qualité, équilibrée entre les enseignements universels et pratiques;
- Une éducation supérieure accessible et égalitaire dans toutes les régions, en favorisant une collaboration entre l'institution et son milieu;
- L'augmentation du ratio professeurs/étudiants afin de favoriser la qualité de l'éducation et l'accompagnement des étudiants;
- La création d'un fonds en commun partagé entre toutes les universités pour assurer une cohésion dans les dépenses publicitaires, la construction de campus satellites par exemple, et ainsi diminuer la compétition entre universités;
- De s'assurer de la liberté académique au niveau de la recherche, en garantissant son indépendance vis-à-vis des entreprises;
- Que les conseils d'administration agissent dans un esprit d'accessibilité et de transparence envers la communauté universitaire, et qu'une culture participative soit mise en avant.

## *21. Vers une vision concertée de l'éducation*

En rappelant que l'éducation est un bien commun et une richesse collective à protéger au regard de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec ;

Dans un idéal d'institutions d'enseignement autonomes et contribuant davantage au développement social, économique et culturel de leurs régions et communautés respectives ;

Considérant que l'éducation doit être accessible à toutes et à tous sans égard à leur statut socio-économique, leurs origines ou leur communauté d'appartenance ;

Considérant que la liberté académique favorise le développement de la culture générale, l'implication citoyenne, l'ouverture d'esprit et la pensée critique ;

Afin de mobiliser la société québécoise autour d'une vision et d'un projet commun d'éducation ;

Nous proposons de se doter d'une Charte québécoise de l'éducation à travers un processus de consultation participatif et démocratique.

## *22. Briser le vase clos*

L'éducation universitaire n'est pas un vase clos, elle compte un avant, un pendant et un après. Avant de faire des études supérieures, on passe d'abord par le système d'éducation, du préscolaire au secondaire. C'est dans la formation initiale que se cristallisent le plus les inégalités liées aux origines et aux revenus. Toutes les solutions au problème d'accessibilité sociale dans les universités québécoises doivent passer par des mesures concrètes visant à assurer la justice sociale dans l'ensemble du parcours scolaire. Dès le début du cheminement éducatif, le développement de la culture générale, de l'implication citoyenne, de la curiosité intellectuelle et de la pensée critique, doit être au cœur de la formation. Ces valeurs et la notion de justice sociale doivent également se refléter à l'intérieur même des établissements postsecondaires, notamment par l'intégration de la communauté dans les instances décisionnelles.

Enfin, s'il y a un avant et un pendant à la formation universitaire, il y a aussi un après. Une fois avoir favorisé l'accessibilité aux études supérieures, il est également important de donner aux étudiants des outils pour s'intégrer dans leur communauté, et cela passe, entre autres, par le transfert de leurs connaissances et de leurs compétences sur le marché du travail.

### *23. Pour un système d'éducation supérieure plus efficace*

#### *Saine gestion*

Compte tenu du fait qu'il nous est actuellement impossible de connaître avec précision l'état de la situation financière et de la gestion des universités, nous croyons qu'il est impératif que des vérifications soient faites par des instances externes et indépendantes.

#### *Application au marché du travail*

Il nous semble que certains programmes souffrent d'un manque de connexions directes avec les réalités du marché du travail. Les solutions se trouvent dans l'élaboration de programmes de mentorat avec des professionnels établis et actifs ainsi que l'amélioration de l'offre de stages dès le début de la formation. Ces améliorations auront pour effet d'enrichir la qualité de la formation et de la brancher sur la réalité du marché de l'emploi, et ce, dans un processus continu.

## *24. Charte des Régions*

Considérant l'importance des cégeps pour la rétention des jeunes en régions et leur apport aux communautés;

Considérant qu'il y a déjà une collaboration entre l'Université du Québec (Réseau des UQ) et les cégeps;

Considérant l'importance pour les régions que les recherches universitaires soient réalisées dans leurs créneaux d'excellence respectifs;

Considérant que le gouvernement autorise l'ouverture de campus satellites collégiaux et universitaires;

Considérant que le financement est accordé en fonction du nombre d'étudiants fréquentant les établissements postsecondaires;

Considérant que l'accessibilité aux études est plus onéreuse pour les étudiants venant des régions;

Considérant que plusieurs jeunes ont bénéficié d'un crédit d'impôt pour leur retour en région;

Considérant que des places vides sont financées en région alors qu'au même moment de nouveaux pavillons sont agrandis dans les centres urbains.

Nous, gens des régions, proposons :

Qu'une collaboration inter-établissements postsecondaires soit établie afin qu'une spécialisation des centres d'enseignement soit mise en place à l'échelle de l'ensemble du territoire québécois;

Que chaque université du Québec ait un créneau d'excellence et que les recherches en lien avec ces créneaux soient réalisées par et pour le milieu;

Que les cégeps des régions possèdent également un créneau et soit en lien avec les universités afin de partager les recherches;

Que le système d'aide financière aux études prenne en considération dans ses calculs des prêts et bourses la réalité de l'éloignement et de l'étendue du territoire québécois;;

Que le retour des jeunes diplômés soit encouragé par des incitations financières, sociales et professionnelles;

Que le financement des établissements postsecondaires prenne en compte les réalités régionales en trouvant une alternative au financement par les étudiants.

## *25. Fausse conception du RPR qui favoriserait l'accessibilité aux études supérieures*

Depuis le début du mouvement social lié aux frais de scolarité, plusieurs options ont été abordées afin de pouvoir favoriser l'accessibilité étudiante. Malgré le gel établi par le gouvernement péquiste de Pauline Marois, il existe encore plusieurs idées pour palier à l'inaccessibilité aux études supérieures pour une partie de la population québécoise.

Le remboursement proportionnel au revenu (RPR) est une idée que le Parti libéral du Québec a proposée. Il y a une mauvaise compréhension du système qu'est le RPR. L'établissement de ce système provoquerait un surendettement des étudiants. Il est nécessaire de comprendre qu'un étudiant qui n'arrive pas à payer ses frais de scolarité à chaque session se verra ajouter une charge énorme par les intérêts que les banques facturent pour les prêts. Ainsi, cela rajouterait une barrière à l'accessibilité aux études supérieures. Par ailleurs, si le gouvernement prend à sa charge la gestion de ces prêts pour l'insérer dans le système d'aide financière aux études (AFE), cela aurait pour effet d'augmenter drastiquement l'ampleur du budget accordé à l'éducation.

De plus, si l'idée d'insérer le RPR dans le processus de l'AFE est intéressante, il est à noter que selon les règles de ce système, une déclaration de faillite personnelle est impossible. Ainsi, si un travailleur se voit, dans une quelconque circonstance, contraint de déclarer en faillite, la charge de son prêt sera très lourde. Aussi, si on veut imposer un plafond d'années pour rembourser le prêt contracté lors des études supérieures, plafond au-delà duquel la dette serait complètement effacée, cela ouvre la porte à la possibilité qu'une personne puisse se mettre sous la couverture du bien-être social ou même s'arranger pour ne gagner que le nécessaire afin de rester en dessous du niveau de revenu minimum, pour ainsi de ne pas devoir rembourser son prêt, et ce pour toutes les années imposées par le plafond de remboursement. Cette idée provoque encore une fois une situation qui n'est vraiment pas viable.

Dans cette optique, il serait nécessaire que l'accessibilité soit favorisée par une bonification de l'aide financière. Une refonte de ce système est nécessaire, car celui-ci est largement désuet. La trop grande part de la contribution parentale dans le calcul de l'AFE, le plafond de prêt trop élevé, le revenu protégé trop bas, le calcul désuet des dépenses admises et l'inexistence d'une compensation pour la non-contribution parentale sont notamment des sujets pouvant nourrir la réflexion liée à la nécessaire refonte de l'AFE.

## *26. L'encadrement d'universités autonomes*

Les universités doivent être autonomes dans leur prise de décision, particulièrement par rapport aux entreprises privées.

Par conséquent, nous nous opposons à l'idée populaire d'instaurer un contrôle d'assurance qualité qui risque, selon nous, d'entraîner la standardisation des universités. Ce phénomène, qui prend de l'ampleur dans la société actuelle, tend à quantifier la qualité elle-même, en faisant un étalon de mesures externes aux universités : une aberration pour un système d'éducation québécois libre. Cependant, tout en respectant leur autonomie interne, l'État peut légiférer en empêchant certaines dépenses externes et en les redirigeant vers une instance de coordination. Par cette initiative, il serait alors possible de mettre en commun les fonds et les dépenses qui doivent bénéficier à l'ensemble du réseau universitaire public comme privé, tels que l'implantation de campus satellites, le recrutement étudiant et la publicité.

De plus, l'État devrait assurer un financement minimal assorti au maintien des infrastructures existantes, de même qu'à leur amélioration éventuelle, et lier ce financement au respect des enveloppes budgétaires.

Le financement de la recherche fondamentale devrait également être encadré par un fonds commun qui servirait ultimement à financer chaque type de recherche.

## *27. L'éducation, valeur fondamentale*

Nous croyons que l'accessibilité aux études supérieures se joue en amont et qu'il est primordial de reconnaître l'éducation comme valeur fondamentale de la société québécoise. Pour s'assurer de la persévérance scolaire, du primaire à l'université, il faut partir de la petite enfance. Ainsi, pour contrer les différences, surtout dans les milieux défavorisés, nous proposons d'éliminer l'évaluation comparative au primaire. D'une part, le ratio enseignants/élèves étant trop élevé, ces derniers profitent d'un accompagnement professionnel inadéquat. Il serait essentiel d'augmenter les services à l'élève par la présence en classe d'un second professionnel de l'éducation.

Pour répondre à ces lacunes, nous croyons que le système d'éducation alternative au primaire devrait être étudié par le gouvernement et considéré plus sérieusement comme mode d'enseignement.

Dans le même ordre d'idées, l'implication citoyenne et le développement de la pensée critique devraient être inclus dans la démarche d'apprentissage dès l'école secondaire, notamment par l'intégration du bénévolat au cursus scolaire. De plus, considérant le contexte actuel de mondialisation, nous jugeons pertinent d'encourager le développement de l'intérêt pour l'international.

Beaucoup de travail reste à faire dans l'éducation où tout grand changement est le résultat d'un long processus.

Le manque d'intérêt pour l'éducation au Québec traduirait-il donc sa difficulté profonde à se projeter sur le long terme ?



## *28. La Charte nationale de l'éducation, catalyseur de gouvernance*

L'éducation au Québec est et doit être un symbole national de fierté, structurant pour le territoire et sa collectivité. Elle est un projet de société inclusif et participatif, en constante évolution. Le savoir n'est pas monnayable : il est souffle de l'avenir et porteur d'espoir pour l'Humanité. Elle vise fondamentalement à former l'individu, lui permettre de se positionner face à lui-même et conséquemment face aux autres.

L'éducation est la mère de tous les éveils, celle qui brise les barrières. Le projet de Charte québécoise sur l'éducation doit être porteur de cet idéal pragmatique, et diriger les actions des acteurs décisionnels.

À la lumière du manque de vision d'ensemble du réseau universitaire, du manque d'outils ministériels quant au contrôle de la qualité et de la reddition de compte des universités, dans le respect de la Charte sur l'éducation, un organe indépendant, composé à majorité de la communauté universitaire, aurait pour mandat de coordonner l'ensemble du réseau universitaire selon les valeurs collectives présentées dans la Charte. Ce faisant, cet organe évaluerait à la fois la qualité de l'enseignement dans l'optique de favoriser l'autonomie et l'authenticité des différentes universités. Il se verrait aussi donner la responsabilité d'évaluer les besoins réels du réseau sur le plan académique et géographique afin de surveiller l'utilisation des fonds publics par les universités, et ce, afin d'assurer l'imputabilité et la reddition de compte de celles-ci.

Le champ de compétence du vérificateur général, qui ne comprend à ce jour que le réseau des UQ, serait par ailleurs élargi afin qu'il puisse, de sa propre initiative, procéder à une vérification financière au sein de toutes les universités, et ainsi répondre à son mandat d'optimisation de l'utilisation des fonds publics au sein de ces organismes.

À même les universités, les conseils d'administration doivent être constitués majoritairement d'acteurs internes, être représentatifs et proportionnels avec la composition de la communauté universitaire, tout en laissant une place à des acteurs externes variés provenant de milieux communautaire et entrepreneurial.

## *29. L'éducation pour tous, sans barrière!*

Nous ne sommes pas des étudiants ! Contrairement à ce qu'ont voulu faire croire les gouvernements passés pour discréditer les mouvements pour l'accès universel aux études supérieures, les «étudiants» ne sont pas un groupe homogène, profitant d'un système financé par les «contribuables». Nous sommes travailleurs, parents, immigrants, bénévoles, retraités, autochtones, militants, etc. Étudier n'est pas une simple étape dans l'accès à une vie adulte accomplie, mais un impératif nécessaire et constant dans le monde d'aujourd'hui. En oubliant cela, ce sont des milliers de personnes qui sont laissées pour compte, car ne répondant pas au profil-type sur lequel sont fondés les programmes d'accès.

L'université est considérée par plus d'un comme une institution élitiste faite par une poignée de personnes. Dans une vision plus ouverte, nous souhaitons vivement qu'il y ait un mouvement allant à l'encontre de la surestimation de l'accès à l'université. De plus, sachant que certains groupes de la société sont de moins en moins présents, tels que les parents, les travailleurs, les nouveaux arrivants, etc., nous proposons :

- de valoriser l'éducation chez les groupes moins représentés dans les études supérieures;
- de lancer une grande enquête qualitative pour connaître le portrait et les difficultés de ceux qui aspirent à étudier;
- de faire sauter les barrières mentales, structurelles, logistiques pour permettre à tous ceux qui ont le potentiel et le désir de poursuivre des études supérieures d'accéder aux études et d'y rester.

Pour conclure, quand on parle d'accessibilité, ils nous parlent de plus de prêts et bourses. Quand on parle de contraintes, ils nous parlent de gardiennage, de manque de personnel, et quand on leur fait comprendre que nous voulons réellement apprendre, ils nous parlent d'augmentation des frais de scolarité : c'est donc finalement toute une culture qui doit être changée !

### *30. Gratuité scolaire et éducation pour tous*

L'éducation est un droit. Il est donc impératif de permettre à tous d'accéder aux études supérieures sans se soucier de la taille du portefeuille, et ce, en instaurant la gratuité scolaire.

L'application de ce mode de financement n'entraînerait qu'une augmentation de 0,2 % du budget de financement du Québec, selon l'IRIS. La gratuité scolaire fait en sorte que les étudiants puissent se consacrer entièrement à leurs études et ainsi mieux travailler sur les connaissances plutôt que le résultat/note. La gratuité scolaire enlèverait les barrières tarifaires qui découragent les enfants des familles défavorisées à aller à l'université.

Les recherches ont démontré que "le gouvernement du Québec a la capacité de réaliser à la fois la gratuité scolaire et le règlement du sous-financement de son système d'éducation postsecondaire sans qu'il s'agisse d'une dépense qui menace l'état des finances publiques ou qui entraîne des hausses d'impôts pour la classe moyenne et les plus démunis."

Bref, la question peut être étudiée sur plusieurs points et sous bien des angles. Donc, la question n'est pas terminée, mais par manque de temps, nous ne vous soumettons ici qu'une esquisse très abrégée et non développée de ce que nous avons en tête. C'est une réflexion qui demande bien plus de temps que ce qui nous est alloué.

### *31. Une nouvelle commission Parent*

Au cours des années soixante, le Rapport Parent répondait à d'importantes transformations au Québec. Le système d'éducation devenu désuet méritait une transformation radicale mieux adaptée aux « nouvelles » réalités de l'époque.

Cinquante ans plus tard, la mondialisation et la démocratisation de l'accès aux études instaurent des changements majeurs au niveau des besoins de la société et des nouvelles réalités économiques. Les institutions ont déjà répondu à ces besoins en intégrant la logique du marché et en devenant plus compétitive. Est-ce l'avenir que les Québécois désirent vraiment ?

Nous voyons depuis l'an dernier diverses mobilisations dans la sphère publique qui soulignent les problèmes d'inégalités à propos desquelles une réflexion s'impose.

C'est pourquoi nous recommandons qu'une nouvelle commission se penche sur l'état et l'avenir de l'éducation au Québec, dans le but d'arriver collectivement à une solution au-delà des intérêts partisans.

Nous souhaitons que le Sommet soit le début d'une longue réflexion plutôt qu'une finalité.

Nous sommes CONVAINCUS qu'une telle crise mérite davantage que cinq fins de semaine d'attention.

### *32. Garder les frais de scolarité en vigueur*

Si nous désirons changer ou améliorer le système éducatif, il faut que cela passe par la démocratie (payeurs de taxes) s'ils veulent en faire une priorité (l'éducation).

Si la priorité est donnée à la gratuité, alors il ne faudra pas reproduire le système suédois où l'accès aux études se fait sur la base d'une méritocratie, car cela nuira à l'accès et à la volonté de l'étudiant de poursuivre ses études malgré le fait que ce soit gratuit. Il ne faut pas non plus que tous les programmes soient trop accessibles, puisqu'on risque la surdiplomation. Par exemple, la situation actuelle au Maghreb est que les étudiants doivent quitter leur pays pour étudier dans le monde et se distinguer des autres étudiants, et ainsi obtenir un emploi de choix malgré le taux de chômage élevé.

Les risques pourraient être élevés de reproduire le système français à deux vitesses où d'un côté il y a des frais entre 100 et 400 euros par session, et de l'autre des frais à plus de 10 000 euros par an. Cela crée un trop grand écart entre les riches et les pauvres, et le taux de scolarisation est peu élevé malgré cela.

La meilleure solution serait de garder les frais de scolarité, puisque cela permet de trier les étudiants qui souhaitent utiliser le diplôme pour une carrière et non faire une carrière sur les bancs de l'école. Si l'étudiant est réellement motivé à faire des études postsecondaires, alors il trouvera des sources de financement pour y arriver. Nous notons que le taux de scolarisation est plus élevé dans les endroits où les frais étudiants sont moyennement élevés, puisque les étudiants, à qui leur entourage a inculqué l'importance des études supérieures, ont le sentiment que leurs diplômes valent quelque chose. .

Il faudrait informer les parents de la possibilité de contribuer aux études de leurs enfants par l'intermédiaire du programme REEE. De plus, il faudrait réformer les prêts et les bourses pour tenir réellement compte du coût de la vie, mais ne plus tenir compte pour bénéficier de l'AFE de la cotisation des parents selon le revenu familial.

Pour conclure, il ne faut pas oublier que l'école de la vie est plus importante que l'instruction. Ce n'est pas à l'école qu'on apprend à vivre.

### *33. Le Conseil de Sainte-Culture de la Pensée Critique*

Dans le grand village de Sainte-Culture de la Pensée Critique les gens s'étaient rassemblés, certains après avoir longtemps marché, d'autres d'un pas seulement, mais tous tenaient à se retrouver autour de Grand-papa Parent, le sage du village. Même les enfants étaient présents car il n'est jamais trop tôt pour faire naître le villageois de demain.

« Je vous rapporte un rêve », s'exclama Parent.

« Que les portes du savoir s'ouvrent à chacun et chacune et que tous puissent non seulement choisir la discipline qui l'intéresse et que son savoir soit reconnu peu importe le chemin parcouru, qu'il soit artisan, praticien ou érudit »

Le rêve avait inspiré les villageois qui avaient promis de tout mettre en œuvre pour en faire une réalité. Mais avec le temps, ils avaient fini par oublier leur promesse et certains de leurs petits-enfants peinaient à obtenir ce savoir si précieux. Ils devaient encore parcourir des milles, perdant sur le chemin toutes leurs maigres pièces d'or, durement amassées.

Après un rude hiver, le dégel du printemps réveilla les esprits et tous se rassemblèrent bruyamment pour faire revivre le rêve trop vite oublié.

Ce fut le début d'une belle histoire dans laquelle le bien commun et l'accessibilité reprirent leur place dans toutes les chaumières de Sainte-Culture de la Pensée Critique.

### *34. L'Université de demain vous parle!*

Chers Québécois, chères Québécoises,

Suite à la mobilisation citoyenne entourant le Sommet sur l'enseignement supérieur de 2013, je me présente à vous en tant que l'Université que vous avez innovée. Les étudiants sont maintenant le cœur de mon système. L'apprenant, placé au centre de son apprentissage, permet par son implication citoyenne de faire circuler les connaissances dans le milieu académique et dans la communauté.

Tels les POUMONS, les enseignants transmettent les connaissances en fonction des besoins du CŒUR et font le lien entre les parties de mon système.

Qui me gouverne? Un esprit limpide et éclairé, encadré par une charte et une commission indépendante qui repose sur les valeurs sociétales communes.

Avec mes bras, j'embrasse toutes les régions, même les plus éloignées, en étant à l'écoute de leurs besoins et de leurs réalités. Je contribue ainsi au développement socioéconomique et au rayonnement de chaque communauté où je réside, pour un développement durable.

Je vous fais un câlin à toutes et à tous. Merci de votre aimable attention et au plaisir de vous voir bientôt !

### *35. Des droits gagnés*

Chers concitoyens,

Après maints moments de réflexion à propos du futur de l'enseignement supérieur, nos pensées aveuglées par le manque d'expérience, nous poussent à spéculer les énoncés ci-dessous.

Tout d'abord, plus de clarté est nécessaire pour les critères d'admissibilité aux prêts et aux bourses. Pour poursuivre, la gouvernance universitaire devrait être constituée d'une plus grande proportion d'étudiants.

Par ailleurs, une formation universitaire de qualité est synonyme de transparence et d'authenticité, qui signifie aussi une mobilité des diplômés au niveau international.

De plus, une comparaison perpétuelle de nos institutions à celles des États-Unis est inconsistante. Nous pouvons instaurer nos propres standards. Somme toute, la modification des politiques éducatives freinera l'exode de nos cerveaux québécois.



### *36. L'affirmation de l'univers citoyen*

Considérant les conséquences de la hiérarchisation des savoirs;

Considérant la remise en question profonde provoquée par la révolution technologique;

Considérant l'influence des appellations et des énoncés;

Considérant la primauté du milieu dans le développement de l'esprit critique du citoyen, de son ouverture et de sa créativité,

Nous affirmons :

Que l'enseignement tertiaire désigne désormais l'ensemble des études postsecondaires;

Que l'éducation citoyenne est une responsabilité sociale appuyée par le système d'éducation dès la petite enfance;

Que les TIC décloisonnent les savoirs et favorisent l'accès aux études;

Que la question du sous-financement des institutions universitaires est d'abord et avant tout une question d'investissement social;

Que toutes les personnes participant au système d'éducation, du primaire et au-delà, sont des univers-citoyens.

### *37. L'éducation de demain, un concept à réfléchir aujourd'hui*

Le sommet n'est pas une fin en soi, mais le début d'une réflexion profonde sur l'avenir de l'enseignement supérieur au Québec. Il est essentiel que le présent sommet construise les fondations d'une Charte nationale de l'enseignement supérieur, et qu'une commission indépendante, composée de membres de la communauté universitaire et de membres de la société civile, assure la continuité des réflexions. Cela se fera en lui donnant un rôle de coordination du réseau universitaire et un pouvoir de recommandation au ministre sur les orientations générales et les besoins des réseaux universitaires, tout en respectant les principes de transparence, d'imputabilité et d'autonomie des universités.

Il est important de favoriser l'accessibilité aux études supérieures en maintenant des frais de scolarité les plus bas possibles, et une refonte de l'aide financière aux études. La taille du portefeuille de l'étudiant et de sa famille ne devrait jamais constituer une barrière à la formation universitaire. Le Québec doit reconnaître que l'éducation est un investissement pour la société. Outre l'accessibilité financière, il faut tenir compte du facteur de l'éloignement des établissements postsecondaires. Il faut garantir une accessibilité géographique, particulièrement dans les régions. La création de nouveaux campus satellites doit servir à favoriser l'accessibilité géographique plutôt que le recrutement à tout prix. Une collaboration plus accrue entre les établissements doit être mise en avant afin de promouvoir un meilleur accès aux programmes universitaires à travers toutes les régions de la province. D'ailleurs, il faut favoriser les formations à distance et diverses initiatives communautaires afin d'améliorer l'offre de formations en région.

Il faut reconnaître les universités québécoises comme un vecteur de transmission de connaissance vers la société. Il est important de revaloriser l'enseignement et l'encadrement des étudiants à l'université, et d'intégrer les résultats des recherches dans les enseignements. Pour l'avenir du Québec, la culture générale, l'implication citoyenne, l'ouverture d'esprit et la pensée critique doivent être parties prenantes du système d'éducation.

## **ANNEXE 1- LISTE DES INVITÉ(E) S**

---

### **Assemblée d'ouverture :**

- Denis Brière, Recteur de l'Université Laval
- Léo Bureau Blouin, Adjoint parlementaire à la première ministre aux dossiers jeunesse
- Élise-Ariane Cabirol, Présidente de la Table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec
- Guy Rocher, Sociologue, Professeur et conférencier
- Jean-Marie Toulouse, Professeur émérite, HEC-Montréal

### **Déjeuner engagé :**

- Agnès Maltais, Députée de Taschereau et Ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale
- Bernard Bérubé, Président de la Fédération du personnel professionnel des Collèges, FPPC-CSQ.
- Blandine Parchemal, Secrétaire aux affaires académiques de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ).
- Caroline Senneville, Présidente de la Fédération nationale des enseignants et des enseignantes du Québec (FNEEQ)
- Denis Brière, Recteur de l'Université Laval, Représentant pour la Conférence des recteurs et des principaux des Universités du Québec (CRÉPUQ).
- Denise Boucher, Vice-présidente du comité exécutif la Confédération des syndicats nationaux (CSN).
- Éliane Laberge, Présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).
- Gerry Sklavounos, Porte-parole de l'opposition officielle en matière d'enseignement supérieur et député libéral de la circonscription de Laurier-Dorion
- Jean-Emmanuel Bouchard, Membre du comité jeunesse du Conseil Québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM)
- Jean-François Thuot, Directeur général du Conseil interprofessionnel du Québec (CIQ).
- Jean Beauchesne, Directeur de la Fédération des Cégeps du Québec
- Martine Desjardins, Présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).
- Max Roy, Président de la Fédération québécoise des professeurs et des professeures d'université (FQPPU).
- Paul-Émile Auger, Secrétaire général de la Table de concertation étudiante du Québec (TACEQ).
- Sonia Vaillancourt, Directrice du développement au Conseil québécois du loisir et administratrice du Chantier de l'économie sociale.
- Sylvie Beauchamp, Présidente, Université du Québec
- Yves-Thomas Dorval, Président du Conseil du Patronat du Québec (CPQ).
- Wilfried Cordeau, Responsable du dossier de l'éducation supérieure, Québec Solidaire.

## Tables rondes :

### **Qu'est-ce qu'une formation universitaire de qualité en 2013 ?**

- Anne-Marie Grandtner, Présidente, Société du Dictionnaire mondial des arbres et observatrice de la formation universitaire.
- Éric Martin, Chercheur à l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) et professeur au département de philosophie, Cégep Édouard-Montpetit
- Max Roy, Président de la Fédération québécoise des professeures et des professeurs d'université (FQPPU)
- Normand Labrie, Directeur scientifique du Fonds Société et Culture

### **Comment les universités sont-elles financées?**

- Clément Lemelin, Économiste et professeur retraité de l'Université du Québec à Montréal (UQAM)
- Germain Belzile, Maître d'enseignement, Institut d'économie appliquée, HEC Montréal et Senior Fellow, Institut économique de Montréal
- Hélène Tremblay, Ancienne sous-ministre adjointe à l'enseignement supérieur au Ministère de l'éducation, des loisirs et du sport (MELS)
- Pier-André Bouchard St-Amant, Doctorant en économie, Université Queen's

### **Accessibilité et participation aux études supérieures: Pourquoi et pour qui ?**

- Éric Bédard, Historien et professeur à la Télé-Université (TÉLUQ)
- Madeleine Gauthier, Professeure honoraire à l'INRS Urbanisation, Culture et Société, Québec
- Pierre Doray, Directeur du Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie (CIRST) et professeur au département de sociologie
- Valérie Vierstraete, Professeure agrégée, Faculté d'administration, Université de Sherbrooke

### **Accessibilité et participation aux études supérieures : comment ?**

- Camil Bouchard, Psychologue et communicateur, auteur du rapport *Un Québec fou de ses enfants*
- Guy Bourgeault, Professeur, Département de l'administration et des fondements de l'éducation, Université de Montréal
- Johanne Jean, Rectrice de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT)
- Luc Godbout, Fiscaliste et professeur à l'Université de Sherbrooke

### **Quelle doit être la contribution des étudiants au financement de leur formation universitaire?**

- Gilles Gagné, Professeur de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval
- Pierre Fortin, Économiste et professeur à l'Université du Québec à Montréal (UQAM)
- Sylvie Beauchamp, Présidente, Université du Québec

### **Entre le collège et l'université : Comment améliorer l'arrimage ?**

- Hervé Pilon, Directeur général du Cégep André-Laurendeau
- Jean-François Thuot, Directeur général du Conseil interprofessionnel du Québec (CIQ)
- Lynn Lapostolle, Directrice, Association pour la recherche au collégial (ARC)
- Raymond Boulanger, Direction de l'enseignement collégial, Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche, de la science et de la technologie (MESRST).

### **Les établissements et la recherche : quelle contribution significative des universités pour relever les défis d'aujourd'hui et de demain ?**

- Christian Nadeau, Professeur au département de philosophie de l'Université de Montréal
- Jacques Hamel, Professeur, Département de sociologie, Université de Montréal
- Lyne Sauvageau, Vice-présidente à l'enseignement et à la recherche de l'Université du Québec

### **Former les e-citoyens de demain : éducation, technologie et citoyenneté**

- Olivier Roy, Enseignant, Département de philosophie, Cégep régional de Lanaudière à Terrebonne
- Christian Frenette, Enseignant, Département de philosophie, Cégep régional de Lanaudière à Terrebonne

### **La gouvernance et l'enseignement supérieur: Qui doit décider?**

- Jean Beauchesne, Président Directeur général de la Fédération des cégeps
- Martine Desjardins, Présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ)
- Jean-Pierre Proulx, Ancien président du Conseil supérieur de l'éducation

### **Droit de grève ou boycott ? Faut-il encadrer la démocratie étudiante ?**

- Blandine Parchemal, Secrétaire aux affaires académiques de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ).
- Christian Brunelle, Professeur, Faculté de droit, Université Laval
- Éliane Laberge, Présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).
- Félix-Antoine Michaud, Avocat, procureur dans de nombreux dossiers liés au conflit étudiant du printemps 2012
- Paul-Émile Auger, Secrétaire général de la Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ).
- Yannick Grégoire, Vice-président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

### **Assemblée de clôture**

- Élise-Ariane Cabirol, Présidente de la Table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec
- Hélène Tremblay, Ancienne sous-ministre adjointe à l'enseignement supérieur au Ministère de l'éducation, des loisirs et du sport (MELS)
- Pierre Duchesne, Ministre au Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche, de la science et de la technologie

## ANNEXE 2 – STATISTIQUES DE PARTICIPATION

---

### École d'hiver-Spécial Sommet

Inscriptions (Total)	448
Présences	357
Conférenciers (ières)	50
Bénévoles	12
<b>Présences totales</b>	<b>419</b>

### Sexe

Femmes	49%
Hommes	51%
Nés à l'extérieur	9%

### Occupation

Élève au secondaire	6%
Étudiant au collégial	17%
Étudiant à l'université	43%
Au travail	34%

### Région

Abitibi-Témiscamingue	4%
Bas-St-Laurent	4%
Capitale Nationale	18%
Centre du Québec	2%
Chaudière-Appalaches	4%
Côte-Nord	2%
Estrie	4%
Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	2%
Lanaudière	2%
Laurentides	4%
Laval	4%
Mauricie	4%
Montérégie	11%
Montréal	28%
Nord du Québec	3%
Outaouais	1%
Saguenay-Lac-Saint-Jean	3%

### Groupe d'âge

15-19 ans	20%
20-24 ans	38%
25-29 ans	24%
30-34 ans	18%





DES CITOYENS  
DES IDÉES  
DES PROJETS

**L'INSTITUT DU NOUVEAU MONDE** est une organisation non partisane dont la mission est d'encourager la participation citoyenne et de renouveler les idées au Québec. L'INM œuvre dans une perspective de justice et d'inclusion sociales, dans le respect des valeurs démocratiques et dans un esprit d'ouverture et d'innovation. Par ses activités, l'INM propose une démarche délibérative structurée, basée sur la formule « informer, débattre, proposer ». Organisation sans but lucratif ayant le statut d'organisme de bienfaisance, l'INM a lancé ses activités le 22 avril 2004 à Montréal.

**INSTITUT DU NOUVEAU MONDE**  
630, rue Sherbrooke Ouest, bureau 1030, Montréal (Québec) H3A 1E4  
514 934-5999 | 1 877 934-5999  
**inm.qc.ca**